

***l'Anti*capitaliste**

n°435 | 21 juin 2018 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

CONTRE L'EUROPE FORTERESSE



Dossier

**FOOTBALL, SPECTACLE
ET POLITIQUE**

Pages 6 et 7



ÉDITO

**Le très vieux monde
de Macron**

Page 2

PREMIER PLAN

**Privatisations: bradage
tous azimuts**

Page 2

ACTU INTERNATIONALE

**Péninsule coréenne: un fragile espoir
de paix après la rencontre Kim-Trump**

Page 5

LIBRE EXPRESSION

**Entretien avec P. Boissel, G. Barthe
et J.P. Martin de l'Union syndicale de
la psychiatrie (USP)**

Page 12



Par JEAN-CLAUDE DELAVIGNE

Le très vieux monde de Macron

Ceux qui prédisaient ou souhaitaient un «virage social» en auront été pour leurs frais. Le 13 juin, devant le congrès de la Mutualité, Macron s'est contenté d'une grandiloquente dissertation de plus d'une heure, justifiant la poursuite de ses contre-réformes libérales.

Pour que les «illettrés» de chez Doux ou les «gens de rien» peu perméables aux envolées philosophiques comprennent, le service com' de l'Élysée avait mis en ligne quelques heures plus tôt une vidéo où Macron se mettait en scène dénonçant le «pogon de dingue» affecté aux aides sociales.

Le procédé n'est pas nouveau. Pour justifier la destruction du système de protection sociale, il faut commencer par le discréditer. Comme si ce n'était pas les contre-réformes des retraites, de l'assurance maladie ou de l'assurance chômage, qui transformaient progressivement les «droits réels» en «droits formels» selon l'expression présidentielle, en réduisant le niveau des pensions, en retardant l'âge de la retraite, en rendant l'accès aux soins plus difficile ou en indemnifiant de plus en plus mal le chômage.

Puisant dans le vieil arsenal idéologique de la droite et des classes dominantes, Macron distingue deux catégories de pauvres. D'un côté les incurables, les inemployables, en un mot les irrécupérables, qui relèvent de la charité ou de sa forme laïque, l'assistance, un minimum de survie qui doit coûter le moins possible. Le RSA (550,93 euros, à peine plus qu'une des assiettes du nouveau service de l'Élysée) ou la prime d'activité seraient des dépenses inconsidérées. Quant aux autres, que les aides sociales inciteraient à se maintenir dans l'oisiveté, il faut les «responsabiliser» et les «accompagner» de gré ou de force vers un travail qu'ils devront accepter sans conditions.

L'acharnement contre les «aides sociales» est celui des classes dominantes contre une protection sociale qui, à leurs yeux, redistribue encore trop la richesse. Avant cette redistribution, les 10% les plus riches gagnent 20 fois plus que les 10% les plus pauvres, mais après ils ne gagnent plus «que» 6 fois plus. Le taux de pauvreté est d'environ 14% après redistribution; sans cette redistribution, il serait un peu supérieur à 20%.

Pour eux il est donc urgent que le «pogon» aille encore plus au «pogon». Ils ne se trompent pas: c'est bien de la répartition des richesses qu'il est question.

À la Une

Contre l'Europe forteresse, solidarités sans frontières

La tragédie de l'Aquarius vient rappeler les jours sombres de mai 1939, lorsque le Saint-Louis, avec à son bord 900 juifs fuyant le tout nouveau régime nazi, se vit refuser l'entrée dans de nombreux ports.

Is et elles sont aujourd'hui des millions à essayer de fuir les guerres, les dictatures, la faim. CertainEs viennent se réfugier en Europe et se heurtent à cette forteresse surarmée qu'est l'UE ultralibérale. Ce système inique, révoltant, les conduit parfois jusqu'à la mort en Méditerranée ou en Libye.

L'Aquarius, conséquence des politiques migratoires européennes

En Libye, avec le financement de camps de rétention, l'UE finance un soutien logistique pour que les gardes-côtes traquent les embarcations des «évadés» des camps. Cela leur permet de pouvoir disputer aux bateaux des ONG solidaires la «récupération» des rescapés pour les ramener dans les camps. Dans le même temps, l'UE tente de criminaliser ces ONG, les traînant en justice pour délit de complicité avec les passeurs et bloquant le départ de plusieurs de leurs bateaux. Stratégies efficaces, hélas, puisque, selon l'Agence des Nations unies pour les migrations (OIM), au 1^{er} semestre 2018 seulEs 35 000 migrantEs ont pu débarquer sur les côtes italiennes, soit deux fois moins qu'au 1^{er} semestre 2017. La commission européenne appelle cela «tarir les flux migratoires»! Le prochain conseil européen doit modifier le règlement Dublin. Après le ras-le-bol exprimé par la Grèce et l'Italie en particulier, qui reçoivent la quasi totalité des réfugiés, il s'agit de dispatcher ceux-ci dans les autres États de l'UE. Non pas à partir des souhaits légitimes des personnes qui savent en général où elles veulent aller, mais en fonction des tractations entre les différents

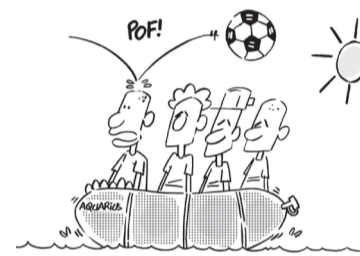
États européens. Cela a pour nom déportation!

Quant au futur budget de Frontex, il sera multiplié par 3. Les 34 milliards d'euros qui lui seront alloués serviront à l'embauche de 10 000 gardes-côtes supplémentaires, à une plus grande sécurisation humaine et matérielle des douanes et des frontières extérieures ainsi qu'au renforcement de l'organisation des expulsions des migrantEs déclarés illégaux.

Le cynisme des gouvernants

La palme du cynisme revient sans doute au ministre de l'Intérieur italien Matteo Salvini qui s'est opposé, au mépris du droit humanitaire, à l'accueil des 623 naufragés recueillis sur l'Aquarius et a crié «Victoire!» à cette occasion. Cynisme de Macron également qui, après 72 heures de silence car «il ne faut jamais réagir sous le coup de l'émotion» et une leçon de morale à l'Italie, a fini par refuser l'ouverture des ports français pour «ne pas créer de précédent»! Décision saluée par toute la droite extrême, dont Éric Ciotti: «L'Aquarius a une destination toute trouvée: il faut qu'il retourne vers la côte libyenne. C'est la fermeté qui est gage d'humanité» (sic).

Ce qui est à l'œuvre maintenant, c'est une force réactionnaire européenne, nourrie par les bons scores des partis d'extrême droite. Le chancelier d'Autriche et le ministre de l'Intérieur allemand, qui estiment trop lent l'achèvement de la forteresse Europe, proposent la création d'un axe Rome-Vienne-Berlin, auquel pourraient participer Budapest, Prague, Bratislava et Varsovie. Avec comme première action commune la bataille pour



l'ouverture de centres de «protection» dans des pays européens non membres de l'UE.

Le profit pour seule boussole

Le traitement des migrantEs est un marché juteux profitant à des multinationales de nombreux secteurs: vente d'armes, création et gestion de systèmes informatiques interconnectés de fichages, formation clef en main pour les agents de sécurité du bassin méditerranéen,

construction de murs en béton ou en métal et de centres de rétention... De plus, les migrantEs qui ont réussi à entrer sur le territoire européen, mais qui demeurent sans droit, trouvent généralement des «petits boulots» sans salaire décent, sans ouverture d'aucun droit. Ils contribuent à l'enrichissement du pays où ils et elles vivent sans bénéficier de sa richesse. Ils sont 500 000 en France. Toujours présentés comme fauteurs de crise et porteurs de danger, ils sont utiles pour maintenir les divisions, exacerber les peurs et le racisme. En organisant la guerre entre les exploités, entre les opprimés, les gouvernants européens tentent de détourner du seul combat qui vaille, celui pour la destruction du système qui produit une telle barbarie.

Les migrantEs font partie de la solution!

Nul ne doit être illégal sur cette planète, c'est pour cela qu'il faut ouvrir les frontières, accorder à chacune et chacun la liberté de circuler librement et de s'installer où il le souhaite, la régularisation et la citoyenneté de résidence. Le règlement Dublin doit être supprimé ainsi que l'agence Frontex. Mais rien ne nous sera donné, nous devons agir davantage avec les migrantEs, soutenir, populariser leurs luttes et actes racistes dont ils et elles sont quotidiennement victimes. La solidarité est notre moteur, la construction d'un monde par et pour le plus grand nombre notre objectif. Personne n'est de trop dans ce combat et surtout pas les migrantEs!

Roseline Vachetta

PRIVATISATIONS

Bradage tous azimuts

Aéroports de Paris, Engie, Française des jeux... tout ça est à vendre selon les termes du projet de loi «Pacte» qui va être présenté par le gouvernement. Il faut y ajouter les barrages hydro-électriques.

La loi «Pacte» va lever les contraintes légales qui obligent l'État à détenir la majorité des parts d'Aéroports de Paris (ADP), le tiers du capital ou des droits de vote d'Engie, et qui stipule le caractère public de la Française des jeux (FDJ).

Le but affirmé par le gouvernement est de dégager des sommes pour financer la recherche et l'innovation, en particulier dans l'industrie. Le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, déclare aux Échos que «l'État n'a pas vocation à diriger des entreprises concurrentielles à la place d'actionnaires

qui ont la compétence et les savoir-faire pour le faire mieux que lui». Pour rassurer celles et ceux qui auraient quelque doute sur cette capacité des actionnaires à être autre chose que des rapaces, il ajoute: «Nous ne reproduisons pas l'erreur qui a été faite sur les autoroutes». On se souvient en effet de cette braderie sans contrôle au privé des réseaux d'autoroutes (initiée, en 2002, par la gauche sous Jospin, bouclée en 2005-2006 par la droite avec Villepin). Le réseau, construit aux frais du contribuable, rentable, s'est transformé en vache à lait pour les actionnaires de Vinci et autres.

«GDF ne sera jamais privatisé!»

Le but affirmé de ces nouvelles privatisations est de dégager des moyens pour financer la recherche et l'innovation. C'est toujours la même chanson pour baisser les impôts des entreprises et leur accorder des subventions diverses. Le seul vrai motif de ces privatisations (outre une réduction minime de la dette), c'est de livrer au capital privé des secteurs rentables.

Pour Engie (ex-Gaz de France), c'est au mépris de tous les engagements de l'État. Lors du débat sur la transformation de GDF en

société anonyme, Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Économie, déclarait devant l'Assemblée nationale: «EDF-GDF ne sera pas privatisée, ni aujourd'hui ni demain.» La loi du 9 août 2004 prévoit que l'État doit détenir 70% du capital. Peu à peu, après la fusion de GDF avec la société privée Suez, la part de l'État est réduite à environ un tiers. Il s'agit maintenant de procéder à une privatisation totale (avec celles d'Aéroports de Paris et de la Française des jeux).

La privatisation de la Française des jeux est, c'est une évidence, lourde de dangers. Tout le monde sait en effet qu'il existe un risque d'addiction aux jeux d'argent et que le jeu est un des moyens du blanchiment de l'argent sale. En 2010, Sarkozy avait libéralisé les jeux en ligne au profit de ses copains (en 2003, alors ministre, il avait trouvé le temps

BIEN DIT

L'histoire retiendra que l'Aquarius est passé à sept kilomètres des côtes françaises et que le président Emmanuel Macron et le gouvernement ont préféré «offrir leur aide» à l'Espagne et laisser 629 personnes affaiblies trois jours de plus en mer.

Médecins du monde, Twitter, 15 juin 2018.



Comment Mai 68 est arrivé au centre de chèques postaux de Paris 15^e

Les Chèques postaux, entreprise où je travaille, en Mai 1968, depuis quatre ans, comprend dans ses trois centres 12000 salariées, seulement des femmes, à l'exception des 500 hommes qui assurent le travail de nuit alors interdit aux femmes, 50 cadres supérieurs et 30 techniciens. Dans cette boîte c'est le règne du mal au dos, des cadences, de la discipline, du non-droit syndical. La grève est déclenchée par les gars, dans la nuit du 17 au 18 mai. Dès 7 heures le matin ils ont fermé les portes du centre. Dès la première matinée un « comité de grève » se forme, avec 4 CGT, 4 CFDT, 4 FO. Dans la foulée, un militant de la CGT nuit s'auto-désigne pour la prise de parole, il le restera pour toute la durée de la

grève. Il était clair que la CGT très majoritaire dans le centre dirigerait les opérations.

Nous, « les faibles femmes » qui travaillions 42 heures par semaine, 6 jours sur 7 avec un « retour » hebdomadaire sans échappatoire possible, nous débrayons pour nos revendications établies par des réunions durant les six mois précédents. En numéro un arrive bien sûr la réduction du temps de travail. Non seulement nous nous sommes mises à parler mais nous allions alors faire, nous allions alors comprendre, nous allions alors devenir des occupantes, nous allions alors rompre radicalement avec les « habitudes ».

Chaque jour il y a la prise de parole du responsable de la CGT, le piquet de grève, la discussion entre les filles, les échanges d'informations entendues à la radio, les infos données par des syndicats en AG.

Très vite, en plus de participer activement à la grève, au piquet de grève, nous allons par petits groupes de 3 ou 4 au Quartier latin, un soir au théâtre de l'Odéon où se tiennent des débats auxquels nous ne comprenons pas grand chose, un autre jour à l'école du cinéma rue de Vaugirard où nous reconnaissons quelques figures célèbres, d'autre fois à la Sorbonne, ou à l'école des Beaux-Arts d'où sortent les affiches sérigraphiées qui fleurissent sur les murs : « *Étudiants-Ouvriers même combat* »

Et un soir, à la sortie, après le piquet de grève, l'occupation est décidée, on s'engouffre à 300 dans le centre, un vrai bonheur cette occupation, on est chez nous dans notre lieu de travail. Très vite on s'installe, la vie s'organise, dès la première nuit certains disent des poèmes, d'autres chantent et encore on parle, on se parle avec une voisine de service qu'on ne connaissait pas.

On y passera des nuits et des jours, on y fera la plonge, on balayera les locaux, on répondra au standard téléphonique, on veillera aux allées et venues du chef de centre, et on y causera en grands et petits groupes, parfois de façon plus intime, on ira même jusqu'à parler entre nous de nos avortements. Mais les femmes se retrouvent à la plonge ou à balayer les escaliers et les rares hommes tiennent les positions stratégiques, telles que la porte du chef de centre « retenu » dans ses appartements.

Chaque jour, la vie change, chaque jour il y a du nouveau, un jour on ouvre le guichet des retraits d'argent pour verser une somme minimum aux personnes nécessiteuses, un autre jour on empêche un cadre de jouer l'intimidation contre des filles qui veulent rejoindre la grève.

Gisèle Moulié

La suite dans le prochain numéro de *L'Anticapitaliste*

Le chiffre 478

C'est le nombre de personnes tuées, depuis 1977, au cours ou à la suite d'interventions policières en France, selon la base de données réalisée par Basta et publiée à l'adresse <https://bastamag.net/webdocs/police/>. Un travail de recensement remarquable, qui permet en outre, à l'aide de statistiques, d'en savoir plus sur les circonstances de ces morts et le « profil » des personnes tuées, majoritairement jeunes, issues des quartiers populaires et... désarmées.



Agenda

Samedi 23 juin, Mai-Juin 68 et après : secousses et répliques, La Plaine Saint-Denis. À l'initiative de la société Daniel Bensaid. 10h00-18h30, Maison des Sciences de l'Homme de Paris-Nord (20, avenue George-Sand, métro Front-populaire, ligne 12).

Samedi 23 juin, manifestation pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, Paris 20^e. Départ 15h, place des Fêtes, en direction de République

Mardi 26 juin, rassemblement contre le vote de la loi asile-immigration, Paris 6^e. À 17h30, jour du vote, devant le Sénat, 15, rue de Vaugirard, métro Odéon, RER-B Luxembourg.

Mercredi 27 juin, les Rencontres de La Brèche, Paris 12^e. Autour du livre *La Conception matérialiste de la question juive* d'Abraham Léon. Enzo Traverso qui a préfacé le livre ainsi que l'éditeur introduiront la discussion. À 18h, à la librairie, 27, rue Taine, métro Daumesnil.

Jeudi 28 juin, manifestation interprofessionnelle, Paris.

Ford va ainsi présenter les « raisons » économiques de la fermeture et ses propositions concernant les conditions de départ (préretraites, licenciements « volontaires » puis contraints). Un calendrier est déjà en place pour les 4 mois qui viennent, c'est-à-dire que les syndicats vont passer un temps énorme dans des réunions (CE et CHSCT), à se faire embarquer sur le terrain de prétendues « négociations » de ce qu'on appelle les primes de licenciement. Et Ford veut aller vite, imposer son rythme, nous précipiter ainsi dans l'acceptation définitive de la perte prochaine de nos emplois.

Continuer la lutte

C'est vrai que du coup dans l'usine, ça discute « prime », ça calcule « combien », comme si à partir de maintenant nous ne devrions plus avoir que cette préoccupation. Nous sommes embarqués dans une sorte de spirale infernale. Seulement voilà, malgré une situation qui semble compromise, l'équipe militante CGT refuse d'abandonner le combat. Nous cherchons les moyens de perturber la stratégie patronale, de faire que ça coince un peu et même beaucoup. En continuant la bataille

FORD BLANQUEFORT

Notre projet, c'est mener la bataille

Vu de l'extérieur comme de l'intérieur, c'est le calme plat. Nous n'avons pas l'impression que la fermeture de l'usine a été annoncée pour fin 2019 et que la procédure de licenciements (« plan de sauvegarde de l'emploi » – PSE) sera lancée dès le 26 juin.

pour la défense des emplois, nous savons que nous poserons problème à Ford qui veut faire plier tout le monde, qui veut se débarrasser de toute opposition.

Nous n'abandonnons pas parce que cette fermeture est un scandale, les licenciements sont injustifiables et parce que cela représente une catastrophe sociale pour la région avec la suppression de 3000 emplois induits. Nous n'abandonnons pas aussi parce que la roue peut tourner, parce qu'à un moment donné, la colère des collègues peut vraiment éclater.

Aujourd'hui, c'est la résignation qui domine, c'est l'illusion qu'on peut limiter la casse avec des « bonnes » primes de licenciement. Mais pour combien de temps ? Ça peut changer et c'est ce à quoi nous travaillons. Un noyau de militantEs, de salariéEs,

résiste et s'organise ; il peut être minoritaire un moment mais peut convaincre, s'entourer et changer l'ambiance.

Calendrier d'actions

C'est en tout cas notre objectif dans la période qui vient. Nous organisons d'ailleurs plusieurs actions qui visent Ford mais aussi les pouvoirs publics qui ont capitulé lamentablement. Nous allons à Cologne en Allemagne, le 20 juin, devant le siège de Ford Europe, nous y allons à 35, pour déployer une banderole refusant la fermeture de l'usine. Le 25 juin, ce sera une projection du film *En Guerre* avec la présence du réalisateur Stéphane Brizé et de l'écrivain Édouard Louis pour discuter autour de la violence des patrons et du capitalisme. Le 30 juin, nous organisons une manifestation

unitaire à Bordeaux contre les licenciements et les fermetures d'usines, avec les syndicats, associations, partis politiques de gauche.

D'autres actions auront lieu dans les prochaines semaines, car nous ne laisserons pas les réunions du PSE se dérouler sans appels à débrayer, sans protester ou dénoncer, en espérant évidemment convaincre nos collègues que nous avons tout à gagner à nous mettre en colère, à mener la bataille pour notre avenir. Et si, malgré la situation difficile, nous réussissons à tenir, c'est parce qu'en dehors de l'usine, nous avons le soutien de camarades cheminotEs, postierEs, de syndicalistes, de collectifs. La solidarité, la coordination et les soutiens divers : tout cela est d'une importance fondamentale pour la suite.

Philippe Poutou

de favoriser les machines à sous). Macron continue et amplifie ! Quant à l'efficacité économique du privé... une enquête récente faite pour l'Association internationale des compagnies d'aviation montre que les aéroports privatisés sont plus chers pour les compagnies que les aéroports publics et pas plus efficaces. La grande différence, c'est que les profits des aéroports privés sont deux fois plus élevés !

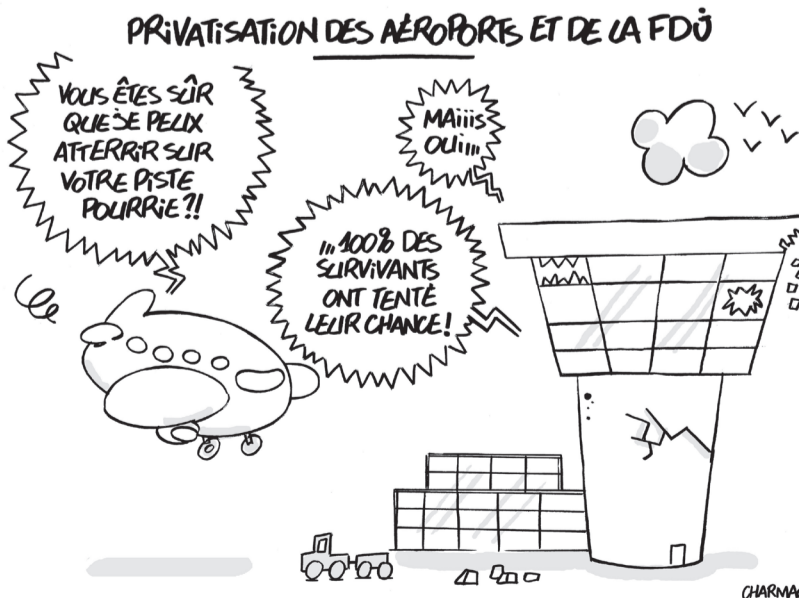
Les barrages livrés aux turpitudes du capital

Autre exemple de cette furie prédatrice, le 7 février dernier, le gouvernement Philippe a acté la privatisation du secteur hydroélectrique français : d'ici 2022, 150 des plus grands barrages (plus de 20 mètres de haut) devraient être vendus. Le gouvernement français dit qu'il est obligé de se plier à une injonction

de la Commission européenne, mais d'autres États-membres y ont résisté par des biais juridiques divers. Le secteur hydroélectrique représente 12,5% de la production d'électricité française, 70% des énergies renouvelables. C'est l'électricité la moins onéreuse : de 20 à 30 euros le MWh. Les barrages, par leurs réserves d'eau, compensent l'intermittence des autres énergies renouvelables et jouent un rôle majeur dans la bonne gestion des fleuves et rivières. On voit ce qui pourrait résulter de la soumission de leur gestion à un actionariat soucieux de profits rapides...

Se battre contre les privatisations, c'est refuser une soumission encore plus grande d'activités essentielles à l'appétit des actionnaires privés. Sans bien sûr se bercer d'illusions sur la gestion par un État technocratique et soumis au capital.

Henri Wilno



NO COMMENT

« Acheter une poussette, ça coûte cher et entre deux enfants, vous ne savez pas quoi en faire. Louez-la ! Et le revenu que vous allez en tirer, c'est que pour vous... C'est l'anti-revenu universel au sens où on ne donne pas de l'argent contre rien, vous allez pouvoir travailler, valoriser votre capital. »

MATHIEU LAINÉ, PDG du cabinet de conseil « Altermind » et conseiller d'Emmanuel Macron, France Inter, 15 juin 2018.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr



FNSEA

Les oranges-outans au secours du colza

La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) a donc décidé de s'essayer à un nouveau mode d'action : le blocage des raffineries de pétrole.

Cause de cette colère : l'autorisation gouvernementale donnée à Total d'exploiter une raffinerie à Châteauneuf-les-Martigues (13), destinée à produire des « bio »-carburants à base d'huile de palme, qui viendraient concurrencer la production française de colza destiné à fabriquer du Diester.



L'ombre de Xavier Beulin

Se découvrant soudain une fibre écologique, la FNSEA n'hésite pas à comparer le sort des oranges-outans, dont l'habitat est détruit pour planter des palmeraies, à celui des producteurs français de colza prétendument voués à la mort par cette décision gouvernementale. L'ombre de Xavier Beulin, qui dirigeait la FNSEA et le groupe Avril jusqu'à sa mort en 2017 plane toujours sur le syndicat agricole. Les agrocarburants sont une poule aux œufs d'or pour Avril et ses 7 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Grâce aux aides européennes et françaises ainsi qu'à la défiscalisation, le groupe transforme la moitié de la production de colza et de tournesol pour faire du carburant. En toute hypocrisie, le groupe n'hésite pas à y adjoindre de... l'huile de palme.

Ces carburants, qu'ils soient produits à partir d'huile française ou étrangère, sont des néocarburants. Des milliers de petits paysans sont expropriés. Les terres utilisées ne sont plus disponibles pour l'alimentation humaine, il faut donc détruire toujours plus de forêts. De plus le bilan carbone de ces carburants est catastrophique, il est plus « écologique » de brûler du diesel que du Diester, sans parler des pesticides utilisés pour la culture du colza.

Un conflit entre deux groupes capitalistes

Comme toujours la FNSEA défend avant tout les rentes des gros céréaliers. Pour mobiliser sa base, elle présente l'agriculture française en victime d'importations biaisées parce que la France aurait des normes plus strictes que la plupart des autres pays. C'est sans doute à cause de ces mêmes normes que la France est le premier utilisateur de pesticides en Europe ! Elle prétend aussi que la culture du colza est essentielle car les éleveurs auraient besoin de tourteaux¹ de colza pour nourrir leur bétail. Mais ce sont surtout les élevages industriels de bovins qui utilisent ces tourteaux, en particulier les élevages laitiers. Ces arguments ne sont pas plus convaincants que la vidéo promotionnelle que la FNSEA a réalisée pour mettre en avant le rôle positif de l'agriculture française sur les paysages et dont les images ont été prises en... Espagne, Serbie, Royaume-Uni, Bulgarie, USA...

Ce que la FNSEA essaie de nous présenter comme une lutte d'agriculteurs est en fait un conflit entre deux groupes capitalistes : Avril et Total. Et c'est le groupe pétrochimique qui a gagné, n'hésitant pas au passage à mettre en avant sa politique « écologique » et « sociale » (les emplois). Hulot n'a pas pris la décision « de gaité de cœur » mais ce n'est pas la première fois qu'il cède devant les pétroliers. Il a beau essayer de faire diversion en vantant les bienfaits des voitures à hydrogène tandis que Macron fanfaronne sur sa volonté de rendre sa « grandeur » à la planète, la politique environnementale de ce gouvernement n'a rien à envier à celle de Sarkozy ou Hollande.

Commission nationale écologie

1 - Tourteau : résidu du passage des graines après que l'on a extrait l'huile.

CONGRÈS DE LA MUTUALITÉ

« Reste à charge zéro » : promesse tenue ?

EHPAD, crise hospitalière, déserts médicaux, « tiers payant »... depuis des semaines les décisions du président « jupitérien » sur les questions de santé étaient annoncées pour ce mois de juin. Pourtant, rien de tout cela ne fut abordé le 13 juin dans le long discours de Macron au congrès de la Mutualité (voir p. 2).

Le sujet brûlant des EHPAD est renvoyé à la fin 2019, après un « débat national ». Sur l'hôpital, il faudra attendre. Une seule mesure concrète, qui cherche à conforter l'image du président qui « tient ses promesses » : la réalisation du « reste à charge zéro », c'est-à-dire le remboursement intégral, dans certains cas, des frais de lunettes, de prothèses dentaires et auditives, présenté par Macron comme une « conquête sociale essentielle ».

Promesse de campagne

C'était, en effet, l'une de ses principales promesses de campagne, et sans doute l'une des plus populaires, tant le coût de ces dispositifs s'avère souvent un obstacle dissuasif, avec des conséquences graves sur la santé et la vie quotidienne. Le « reste à charge zéro », pour les lunettes et les prothèses dentaires et auditives, est avec le « tiers payant » pour les consultations et actes de soin, et la gratuité des médicaments prescrits, une des conditions d'égalité de tous devant

LES PROTHÈSES AUDITIVES INTÉGRALEMENT PRISES EN CHARGE



les soins. Il devrait signifier la prise en charge intégrale, sans avance de frais, de toutes ces dépenses par la Sécurité sociale. Mais ce n'est pas de cela dont il est question. Selon un accord entre deux syndicats de dentistes et l'assurance maladie, le « panier

de soins » de base intégralement remboursé par la Sécurité sociale et les mutuelles garantirait la pose de prothèses dont l'esthétique et la qualité seraient satisfaisantes. Des accords du même type sont en cours de finalisation pour les prothèses auditives et les lunettes.

Dépérissement programmé de la Sécu

Il faut tout d'abord souligner que le « reste à charge zéro » ne concernera pas les 4 % de la population qui n'ont pas de mutuelle (en général pour des raisons financières !). Mais surtout, la principale question est celle du financement de ce dispositif. La mise à contribution très limitée de la Sécurité sociale n'a pour but que de faire accepter la mesure, et c'est bien le basculement vers un système de santé dominé par les assurances qui s'accélère.

Le désengagement de la Sécurité sociale, au nom de la lutte contre les « déficits », s'accompagne depuis plusieurs années d'une augmentation rapide de la part des complémentaires « mutuelles » ou assurances dans le financement des soins. Une étude de l'UFC-Que choisir a établi que, de 2006 à 2017, la cotisation moyenne à une complémentaire santé a augmenté de 47 %, c'est-à-dire 3 fois plus que l'inflation. Avec les nouvelles mesures annoncées le 13 juin, tout comme avec la mise en place d'un risque « dépendance » pour 2019, financé lui aussi largement par les complémentaires, c'est le dépérissement programmé de la Sécurité sociale, au profit d'un système assurantiel et de réseaux de soins privés qui connaît une brusque accélération.

La « bonne nouvelle » d'un « reste à charge zéro » pour certains modèles de base de lunettes et de prothèses dentaires et auditives ne saurait cacher le grand bond en arrière vers le dépérissement de la Sécurité sociale et la privatisation accélérée du système de santé

Jean-Claude Delavigne

MERCHE VINTIMILLE-CALAIS Aquarius, acier et migrantEs : demain s'écrit aujourd'hui

Retour sur l'étape parisienne de la marche Vintimille-Calais... et sur son contexte international.

Lundi 18 juin : c'est de Munich que le ministre de l'Intérieur allemand lance son ultimatum pour fermer les frontières aux réfugiés. Dimanche, l'Aquarius est arrivé en Espagne. La veille, Salvini, le ministre de l'Intérieur italien, a prévenu qu'aucun bateau sauvant des migrantEs n'accosterait plus en Italie : « En ministre et en père je le fais pour le bien de tous ». Quelques jours avant, en Méditerranée, un navire militaire US a récupéré 40 migrants à la dérive, ne pouvant sauver ceux qui étaient déjà à l'eau. Le lundi 18 juin, aux États-Unis, Trump annonce que « les USA ne deviendront pas un camp de migrants ». En France la loi asile-immigration arrive devant le Sénat. À la permanence juridique qui s'achève lundi dernier dans un local associatif parisien, une militante exténuée me dit : « La loi asile-immigration ? De toute manière la situation est déjà désespérée pour les migrantEs... »

Logique de fer

Ces développements interviennent quelques semaines après la « guerre de l'acier » lancée par Trump. Le parallèle historique



paraîtra abusif mais il devrait faire réfléchir. Les deux industriels allemands les plus célèbres pour leur soutien au nazisme en Allemagne dans les années 1930 s'appelaient Krupp et Thyssen... géants de l'acier. Pas parce qu'ils étaient fascinés par Hitler. Mais parce qu'ils étaient favorables à une politique à la fois protectionniste sur le plan intérieur et expansionniste sur le plan extérieur, autoritaire et militariste. Sous la bannière du fascisme ou celle de la « démocratie » ces logiques furent bientôt celles de tout le « grand capital » (pour reprendre les termes d'un livre de l'époque) et celles de toutes

les grandes puissances... jusqu'à la conflagration.

Je ne dis pas cela pour nous désespérer. Il n'y a jamais eu de fatalité dans l'histoire. La même époque fut aussi celle de grandes révoltes, celle de juin 1936 en France, de la révolution en Espagne. Hitler comme Mussolini n'ont pas pris le pouvoir sans résistances. Mais tel était l'enjeu de ces luttes. Ceux et celles qui pensaient juste ramener les pouvoirs à un peu plus d'humanité ne firent que céder ou être broyés.

Appel au combat

Malgré l'horreur actuelle, nous ne sommes qu'au début du film.

Les forces à soulever contre son déroulement sont immenses. À condition de ne pas les bercer d'illusions sur ce qui pourrait se passer au Parlement ou au Sénat ou... aux prochaines élections. À condition de ne pas les entretenir dans leur passivité.

Dimanche 17 juin, lors de l'étape parisienne de la marche Vintimille-Calais, l'essentiel de la manifestation s'est regroupé à la gare d'Austerlitz, à l'appel des collectifs de sans-papiers et de la Marche des solidarités, quand les organisations les plus institutionnelles avaient appelé à se rassembler à partir de Bastille. Alors qu'encore une fois, la préfecture avait tenté d'empêcher cette portion du défilé, ne l'autorisant que la veille.

Ce qui se construit depuis des mois, en solidarité avec les migrantEs, contre les violences policières, contre le racisme, est bien sûr hors de proportion face à l'ampleur du drame en cours, face aux tragédies humaines et quotidiennes. Mais c'est ce qui appelle au combat. Raison pour laquelle nous serons devant le Sénat le 26 juin à 17 h 30 contre le vote de la loi. Et le 7 juillet à Calais pour lutter pour l'ouverture de la frontière et le passage des marcheurs et marcheuses, avec ou sans papiers. Contre l'acier qui fait les armes et les frontières, avec les migrantEs, parce que les combats de demain se gagnent aujourd'hui. Denis Godard

PÉNINSULE CORÉENNE Un fragile espoir de paix après la rencontre Kim-Trump

Les rapports entre Washington et Pyongyang se sont radicalement modifiés à l'occasion du sommet de Singapour, le 12 juin dernier. N'en déplaise à certains pourfendeurs de Donald Trump, c'est une bonne nouvelle.

La tonalité dominante de la « grande » presse anglo-saxonne et de la presse régionale diffère du tout au tout. Pour la première, le sommet de Singapour est un désastre, voire une « trahison » de Trump. Pour la seconde, c'est un tournant inespéré : la menace de guerre s'éloigne, laissant entrevoir la possibilité d'une paix durable dans la péninsule.

Désescalade

Mieux vaut écouter les premiers concernés, à savoir les Coréens, que des va-t-en-guerre, fussent-ils réputés à gauche. Il est certes trop tôt pour sabler le champagne, mais le soulagement est évident. Le président sud-coréen Moon Jae-in a présenté ses « félicitations les plus sincères » et a salué « le succès du sommet historique entre la Corée du Nord et les États-Unis ». Des élections régionales, locales et municipales (plus une douzaine d'élections partielles de députés) se sont tenues dans la foulée du sommet. Le parti gouvernemental a remporté une victoire écrasante ; les partis d'opposition, l'extrême droite et les militaristes, vent debout contre la politique pacifiste de Moon, ont subi une débâcle.

Fin 2017, la tension était extrême en Corée et nul n'osait exclure un dérapage conduisant à un conflit meurtrier, voire nucléaire. L'urgence absolue était d'amorcer la désescalade ; ce qui est fait, au-delà de ce



DR

que l'on pouvait alors envisager. Le sommet de Singapour doit se juger en premier lieu à cette aune. Une désescalade initialement amorcée dès janvier 2018 par le tandem Séoul-Pyongyang, prenant Washington à contre-pied. Kim a mis en œuvre une série de mesures allant de l'arrêt des tirs de missile à la destruction d'un site d'essais nucléaires. La volonté de normalisation des rapports entre les deux régimes c'est manifestée avec éclat lors du sommet de Panmunjom, le 27 avril dernier, sur la ligne de démarcation nord-sud.

Processus de négociation

Aveugle à cette dynamique et aux changements en cours en Corée du Nord, Trump est longtemps resté sur une ligne dure, convaincu que les sanctions économiques

internationales et la pression militaire suffiraient à faire rendre gorge à Kim. Pas de négociation, une reddition. La dénucléarisation sans condition, rapide, complète, et vérifiable ; la remise ou la destruction des documents et l'exil des scientifiques nucléaires. L'objectif affiché : le changement de régime ; une victoire par KO.

Au sommet de Singapour, Trump a avalisé le cadre que proposait Kim : un processus de négociation traitant de la dénucléarisation de la péninsule (et non de la seule Corée du Nord), visant à la signature d'un accord de paix (il n'y en a pas eu depuis 1953, la fin de la guerre de Corée) sans le préalable d'un renversement du régime. Trump a même reconnu, lors de la conférence de presse, le caractère « provocateur » des manœuvres militaires

conjointes menées périodiquement par Washington et Séoul au large des côtes nord-coréennes.

Des incertitudes

Pourquoi a-t-il retourné sa veste ? Ses motivations sont multiples et seuls les trumpologues peuvent les démêler – de plus, on ne sait rien de la partie secrète des négociations en cours. Si l'on s'en tient à une géopolitique rationnelle, on peut répondre : parce que l'ennemi principal est Pékin ; parce l'hégémonie militaire des États-Unis a été rétablie dans le Pacifique Nord ; parce que dorénavant les foyers principaux de tension régionale sont Taïwan et la mer de Chine du Sud. Le bras de fer n'est plus centré sur la Corée. Le régime nord-coréen reste une dictature dynastique brutale, mais il n'est plus le « royaume ermite » d'antan. Le développement toléré d'une économie de marché a donné naissance à une élite sociale aspirant à une « normalisation » et il est possible qu'une transition « à la chinoise » vers un nouveau capitalisme soit à l'ordre du jour – incitant d'autant plus Pyongyang à négocier la paix. La question brûlante des droits démocratiques et sociaux sous Kim ne saurait être réglée par une intervention impérialiste. Elle doit être abordée dans le cadre propre de la péninsule coréenne, des interactions entre Nord et Sud et des mobilisations populaires locales. En écartant la menace militaire, le sommet de Singapour peut contribuer à libérer cet espace. Nous n'en sommes cependant qu'au tout premier pas d'un processus très aléatoire.

Pierre Rousset

IRAN Victoires partielles du syndicalisme indépendant

Reza Shahabi, figure emblématique du syndicalisme indépendant, a été libéré de prison. Il aura passé au total six ans et demi derrière les barreaux, dont 19 mois à l'isolement total, pendant lesquels il a subi de multiples sévices.

Dans la foulée, Reza et deux autres syndicalistes ont pu venir en Europe à l'invitation du collectif syndical français (CGT, CFDT, FSU, UNSA et Solidaires) qui les soutient depuis une dizaine d'années. Ils ont notamment rencontré des représentants du monde du travail à l'Organisation internationale du travail (OIT), ainsi des syndicalistes de Suède, de Norvège, du Royaume-Uni et d'Allemagne. Cette reconnaissance du mouvement syndical international devrait logiquement à l'avenir les protéger des formes les plus extrêmes de répression. Lors d'une réunion publique à Paris, dont la vidéo est disponible sur internet¹, ils sont longuement revenus sur la situation syndicale en Iran. On trouvera ci-après un résumé de leurs réponses à quelques questions concernant la situation générale du pays.

« Nous allons continuer à nous organiser »

La population subit simultanément la répression du régime et les conséquences des sanctions économiques internationales. Cette situation existe en fait depuis la fondation de la République islamique d'Iran.



MARYAM ASHRAFI

Si les avoirs iraniens à l'étranger étaient débloqués aujourd'hui, les classes populaires n'en bénéficieraient pas pour autant, et cela tant que le régime actuel sera au pouvoir : cet argent serait même utilisé contre la population et pour réprimer les luttes.

Après la signature de l'accord sur le nucléaire, des avoirs iraniens avaient été débloqués. Non seulement les classes populaires n'avaient rien touché, mais leur situation matérielle est devenue de plus en plus délicate.

La seule solution pour en finir avec la répression et les sanctions imposées par les puissances étrangères,

c'est l'unité et la solidarité des salariéEs. C'est ainsi que les travailleurs et les travailleuses peuvent changer le monde et leur propre situation.

Malgré la répression, des organisations indépendantes de salariéEs ont pu se créer. Cela a aidé la population à prendre conscience de sa situation et à descendre dans la rue. Les femmes ont pu plus facilement se réunir, parler de leurs revendications et de leurs droits. Malgré le prix que nous avons payé et que nous continuons à payer, nous allons continuer à nous organiser pour obtenir la satisfaction nos revendications,

concernant l'emploi, la fin des discriminations, la liberté d'expression et d'organisation.

« Des potentialités pour que les salariéEs s'organisent »

Des milliers de mouvements sociaux ont lieu en Iran, et des organisations indépendantes de salariéEs ont été imposées au gouvernement. Des potentialités existent donc pour que les salariéEs s'organisent. Mais des forces de répression puissantes sont à l'œuvre pour freiner et arrêter les luttes.

Nous avons le devoir de continuer à lutter pour améliorer le rapport des forces permettant de défendre les intérêts des exploités et des opprimés.

C'est la solidarité de la classe ouvrière internationale avec notre lutte qui a permis que nous soyons autorisés à venir en Europe. Le pouvoir iranien avait besoin d'améliorer ses relations avec les pays européens. Il ne souhaite donc pas que soit utilisée contre lui son attitude répressive envers les salariéEs iraniens. Il veut notamment éviter de nouvelles manifestations devant les ambassades.

Si nous avons pu venir en Europe, c'est avant tout grâce à l'action menée par le collectif syndical français et les exiléEs iraniens et iraniennes.

Interventions recueillies par Dominique Lerouge

1 – <https://rangin-kaman.net/>

GAZA

Des drones contre des cerfs-volants

C'est une des nouvelles obsessions de l'État d'Israël : la lutte contre les... cerfs-volants. Les PalestinienEs de Gaza font en effet usage, depuis plusieurs semaines, d'une nouvelle « arme » : des cerfs-volants lestés de matériau inflammable qui, lancés depuis la bande de Gaza vers les territoires israéliens, déclenchent des départs de feu dans ces derniers.

La « menace » est prise très au sérieux par les autorités israéliennes qui, le ridicule ne tuant pas, n'ont pas hésité à dénoncer, par la voix du ministre de la Sécurité intérieure Gilad Erdan, des « cerfs-volants terroristes » (sic).



DR

Révéléteur

La chose pourrait prêter à sourire si elle n'était pas un énième révélateur du drame qui se noue dans la bande de Gaza. Plus de 130 mortEs, abattus par les snipers de l'armée israélienne, depuis le 30 mars et le début de la « Marche du Retour », des dizaines de milliers de blessés et 2 millions de personnes toujours victimes d'un siège aux conséquences de plus en plus tragiques.

Une situation et des événements face auxquels, et c'est une bonne nouvelle, les PalestinienEs ne se résignent pas, faisant preuve chaque jour d'une imagination débordante pour élaborer des stratégies de survie, de débrouille, et pour tenter malgré l'écrasante disproportion dans les rapports de forces, d'infliger des pertes, aussi symboliques soient-elles, à l'État d'Israël.

Armes du pauvre

Cerfs-volants contre drones, ballons gonflés à l'hélium contre chasseurs F16 : l'image est forte, et nul doute que ce qui préoccupe Israël n'est pas l'impact « militaire » des cerfs-volants et des ballons – même si ces « cocktails molotov volants » ont provoqué des incendies sur plusieurs centaines d'hectares – mais le rôle symbolique de ces nouvelles armes du pauvre face à la toute-puissance de l'armée israélienne.

Les propos d'un jeune « lanceur de cerfs-volants », rapportés par Libération début juin, sont explicites : « Ça coûte une poignée de shekels [monnaie israélienne] de faire un cerf-volant, et on est tous au chômage, on n'a que ça à faire. On devient meilleur à chaque fois, et on n'a aucune raison de s'arrêter. » Et d'ajouter : « On va brûler leurs champs, leurs fermes, jusqu'à ce qu'ils nous laissent rentrer chez nous. »

Un message au monde

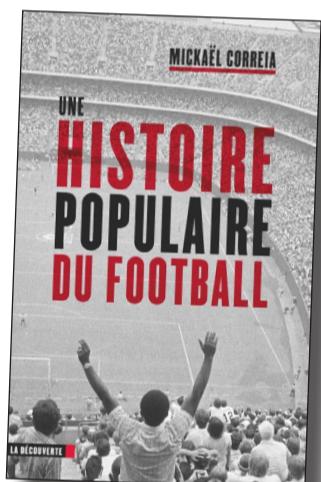
« Nous considérons l'usage de ballons et de cerfs-volants incendiaires avec la plus grande gravité, et continuerons de sévir pour empêcher leur utilisation » : qui aurait pu s'attendre à lire, dans un communiqué officiel de l'armée israélienne, les mots « cerfs-volants » et « ballons » ? Les jeunes PalestinienEs font en réalité un formidable pied-de-nez aux autorités politiques et militaires israéliennes, si fières de leur dispositif anti-roquettes (« Dôme d'acier ») et désormais impuissantes face à des bouts de bois, des morceaux de tissu et de l'essence.

Bien évidemment, la créativité des jeunes Gazaouis ne suffira pas à modifier le rapport de forces. Mais elle rappelle à qui l'aurait oublié que malgré le siège, malgré la répression, malgré la crise et les divisions du mouvement national palestinien, Gaza vit, Gaza ne se résigne pas, et qu'une nouvelle génération est là et fera tout pour se faire entendre. Un message au monde, mais aussi une adresse au mouvement de solidarité.

Julien Salingue

Peut-on être de gauche et aimer le football? Peut-on aimer le football sans cautionner les dérives du football-business? Le football peut-il s'abstraire des rapports de forces politiques et sociaux? Autant de questions qui se posent de manière récurrente, notamment lors de l'organisation de grands événements sportifs comme la Coupe du monde qui se joue à l'heure actuelle en Russie. Pour tenter d'aborder ces questions de manière originale, nous avons rencontré **Mickaël Correia**, journaliste à CQFD et auteur d'une remarquable *Histoire populaire du football*¹, qui prend à contrepied une vision « par en haut » de ce sport ultra-populaire, et propose de stimulantes réflexions quant à la place du football dans nos sociétés. À noter: Mickaël Correia sera présent, parmi d'autres invitéEs, lors de notre prochaine université d'été.

FOOTBALL, SPECTACLE ET POLITIQUE



Ton livre s'appelle « Une histoire populaire du football ». On voit immédiatement la référence à d'autres « histoires populaires », « des États-Unis » chez Howard Zinn, « de l'humanité » chez Chris Harman ou « de la France » chez Gérard Noiriel (qui paraîtra en septembre prochain). Pourquoi as-tu voulu te situer dans cet espace critique en racontant une histoire populaire du football?

Je suis convaincu, avec d'autres bien sûr, que l'histoire est un champ de bataille, on le voit bien aujourd'hui avec les figures réactionnaires et caricaturales qui sont Lorant Deutsch et Stéphane Bern, mais aussi que l'histoire est toujours écrite par les vainqueurs, ou du moins les dominants. Dans le football c'est pareil: il y a une histoire officielle du football, avec les grands championnats, les grands clubs, les grands joueurs, qui est en réalité l'histoire d'un football professionnel, un football d'élite, qui sert un football qui est avant tout un divertissement marchand. Ce que je voulais faire moi, c'est une autre histoire, par en bas, qui démontre que la pratique du football, qu'il faut différencier du spectacle, est un champ de lutte: l'histoire du football comme pratique est une histoire d'accaparement, de dépossession, de réaccaparement et que, contrairement au discours dominant, c'est quelque chose de très politique,

qui a été un vecteur d'organisation collective, de lutte, d'émancipation, etc. Le football a toujours accompagné les luttes sociales, les grands soubresauts de l'histoire, on l'a encore vu récemment avec les « printemps arabes » de 2011 [voir ci-contre] ou le mouvement de la place Taksim en Turquie en 2013. C'est ce que j'ai voulu raconter, ces pratiques, qui sont aussi des pratiques de lutte, pour que le plus grand nombre les connaisse, se les approprie, et pour que l'on s'en inspire.

Comment analyses-tu le désintérêt, voire le mépris qui peut exister dans une certaine gauche par rapport aux sports populaires, et notamment le football?

Il faut à ce sujet mobiliser l'histoire, car souvent on la connaît peu. Ce débat sur la place du football dans la société a été posé, au sein du mouvement ouvrier, dès le début du 20^e siècle. Pour parler de la France, à l'époque le football est surtout sous le giron du patronat industriel et de l'Église, et le débat va se poser dans le mouvement ouvrier: le football devient un sport populaire, notamment chez les ouvriers, que faire avec ça? Il va y avoir des débats acharnés, que l'on retrouve même dans les pages de *l'Humanité*. Certains affirment que le football est quelque chose qui inculque, par nature, la compétition, qui efface les distinctions de classe, tout le monde se retrouvant sous le même maillot, ce qui en fait un outil de contrôle social: au lieu de se syndiquer, de participer aux luttes, l'ouvrier préfère, sur le rare temps libre qu'il a, jouer au football. D'autres gens, parmi lesquels un journaliste de *l'Huma*, vont expliquer que les ouvriers aiment de toute évidence le foot,



Banderoles dans une tribune du Parc des Princes. DR

la question est plutôt de savoir comment les retirer des griffes du sport corporatiste de l'usine et de l'Église, et comment donner un autre sens politique au football: ce dernier n'est pas nécessairement un outil de contrôle social ou une façon d'apprendre la division du travail, et peut être une bonne école de la coopération, d'apprentissage de la construction et de l'action collectives, du fait de se sacrifier pour le collectif, etc.

Avec des résultats concrets?

Dès 1908, des clubs « rouges » et une première fédération sportive ouvrière vont naître. C'est au départ quelque chose de modeste, une poignée d'équipes de foot, mais petit à petit on va avoir un véritable mouvement ouvrier

sportif, qui va d'ailleurs suivre l'évolution du mouvement ouvrier. Lors du congrès de Tours en 1920, le mouvement ouvrier sportif va scissionner en deux, avec une fédération sportive socialiste et une fédération sportive d'obédience communiste. Ces deux fédérations vont regrouper environ 200 équipes de football, qui vont être un important espace de recrutement militant. Faire venir les ouvriers dans ces clubs est un moyen de les politiser, c'est également une manière de mettre en scène la culture ouvrière: maillots rouges et/ou noirs, clubs de foot dans les noms desquels on retrouve les mots « étoile », « travail », « socialiste », etc. Lorsque l'on organise des matchs ou des tournois, on arrache les drapeaux

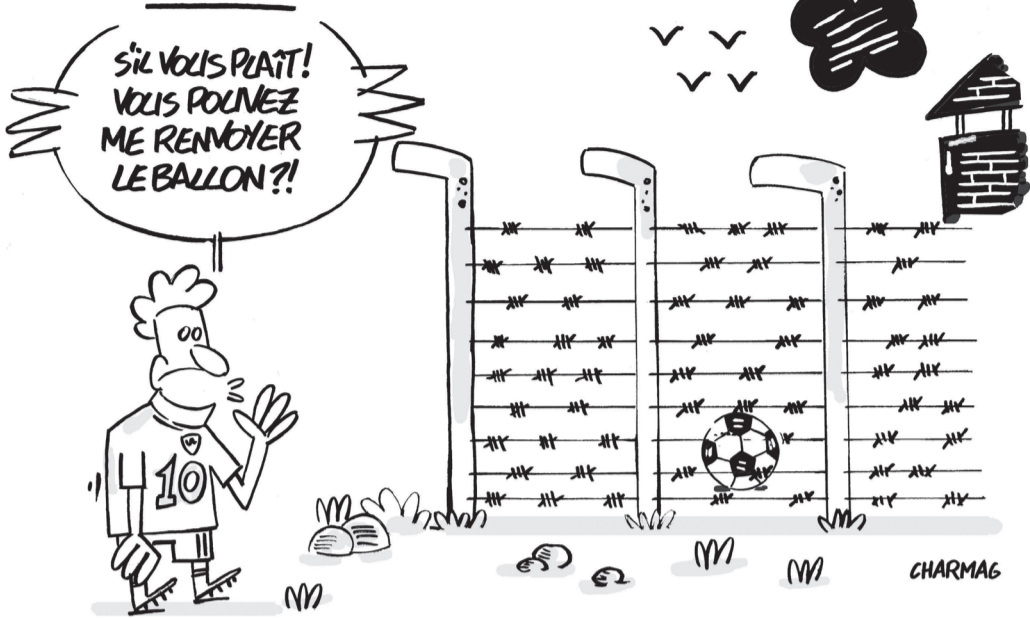
bleu-blanc-rouge et on les remplace par des drapeaux rouges, on chante *l'Internationale* avant les matchs, des discours politiques précèdent et/ou suivent les matchs, etc. Et quand je dis que cette histoire suit l'évolution du mouvement ouvrier, c'est très concret en 1934 avec, dans la dynamique du Front populaire et des appels à l'unité face au fascisme, la création de la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT), issue de la fusion entre l'Union des sociétés sportives et gymniques du travail (USSGT, socialiste) et la Fédération sportive du travail (FST, communiste). Et certains militants vont aller voir leurs camarades en leur disant que l'unité politique est possible puisqu'elle a pu être réalisée dans

le sport, au sein d'une fédération qui compte alors plus de 100 000 adhérents.

Et les critiques disparaissent?

Non, elles existent toujours, et vont connaître un nouveau développement dans les années qui suivent Mai 68, avec notamment des sociologues freudo-marxistes, dont l'un des plus connus est Jean-Marie Brohm, qui vont développer une critique radicale du sport. Ils expliquent que le sport est un nouvel opium du peuple, et que l'idéologie sportive est une idéologie capitaliste et fascisante. C'est une théorie salutaire, très séduisante, qui va irriguer jusqu'à aujourd'hui tous les mouvements de gauche, notamment à propos du caractère aliénant du sport. Et c'est quelque chose que l'on retrouve à une grande échelle, je pense par exemple à la figure du « beauf » de Cabu, du supporter de foot raciste, etc. Cela se développe d'autant plus que la France n'est pas un grand pays de football comme l'Italie, l'Angleterre ou l'Espagne, et qu'on a par ailleurs très peu de figures publiques, d'intellectuels, qui vont affirmer leur amour du foot. À part Camus, Pasolini, Semprun, pas grand monde.

Penses-tu pour autant que tout soit à jeter dans cette critique? La dimension aliénante du sport est indéniable, avec l'esprit de compétition, le chauvinisme, etc. Cette théorie critique est intéressante mais je trouve qu'elle jette le bébé avec l'eau du bain. C'est une confusion entre d'une part le sport-spectacle, le foot-business et, d'autre part, le foot comme une pratique. Car le football reste avant tout une pratique « pauvre »: tu as juste besoin d'un ballon, les règles

LE MONDIAL DE FOOT EN RUSSIE

CHARMAG

sont assez simples, etc. Je trouve en outre que d'un point de vue militant, le rejet en bloc du foot est une aberration stratégique et politique : aujourd'hui, l'élément culturel le plus structurant dans les classes populaires et chez les jeunes des quartiers populaires, c'est le football! Et c'est fou que la gauche ne s'y intéresse pas... Cela a été un des moteurs pour l'écriture de mon livre : le football est un terrain de rencontre, de dialogue, un moyen d'aller discuter avec notamment des jeunes dans les quartiers populaires, un point d'accroche génial. Je considère qu'un coche a été manqué par la gauche dans et depuis les années 1970, qui est à mettre en relation avec l'évolution sociologique de la gauche et même de l'extrême gauche, moins ancrées dans les milieux populaires, davantage issues des classes moyennes.

Mais penses-tu vraiment qu'à l'heure du football-business, des milliards investis dans le football, les processus que tu as décrits concernant la première moitié du 20^e siècle pourraient être reproduits? Même dans les petits clubs amateurs, le football-spectacle a des répercussions sur les aspirations des jeunes qui viennent y jouer, avec cette idée que si tu veux vraiment t'accomplir, il faut aller dans un « grand » club. Comment imaginer des clubs qui proposent un « autre football » dans de telles conditions?

En réalité l'autre football existe déjà, et a toujours existé. Il y a pour commencer tout le football en dehors de l'institution, en dehors de la fédération, que l'on connaît peu mais qui est un phénomène massif. On a un regard très européen sur la question, mais si tu regardes le foot dans le monde, c'est quelque chose qui est très largement en dehors de l'institution : au Brésil par exemple, l'endroit où le foot est roi, le foot est avant tout un sport de rue ; il y a plus de 200 millions de Brésiliens, et à peine 2 millions de licenciés dans les clubs, ce qui indique que le football au Brésil, c'est d'abord et avant tout celui qui se pratique de façon sauvage, dans les rues, c'est l'âme même du football brésilien. Le plus grand championnat amateur au monde se déroule là-bas, c'est une compétition ultra-populaire, et même des types comme Neymar viennent d'un foot amateur très particulier qui vient de Sao Paulo. Tu as aussi l'exemple du Sénégal, sur lequel je travaille, avec les « navétanes », un championnat inter-quartiers qui est organisé à l'échelle nationale pendant la saison des pluies, avec plus de 3500 clubs qui ont 500 000 joueurs affiliés, soit 10 fois plus

que la Fédération sénégalaise de football, laquelle essaie, avec son plus gros partenaire Orange, de mettre la main sur ce championnat sans y parvenir car ceux qui l'organisent refusent les logiques commerciales.

En France aussi, à une moindre échelle, tu as des phénomènes de ce genre : le nombre de licenciés à la Fédération stagne, car il y a un football qui se joue dans la rue, un vrai football populaire. Il faut comprendre que dans des familles pauvres, où il y a pas mal d'enfants, payer des licences à tout le monde ce n'est pas évident, mais c'est aussi pour certains jeunes, avoir des horaires stricts d'entraînement ça emmerde, etc. Aujourd'hui, le nombre de gamins qui jouent au foot toute la journée, surtout le week-end, en étant complètement hors institution, c'est énorme, tu n'as qu'à regarder la banlieue parisienne... Et dans l'équipe de France aujourd'hui, tu as des joueurs comme Pogba, Dembele, qui ont appris le foot dans la rue, au pied des immeubles.

Après évidemment, tu vas avoir des modèles issus du star-system qui vont servir de référence, mais après tout le football, c'est une culture de masse, comme le cinéma, la musique, etc., et on sait que même dans les trucs les plus underground du cinéma ou de la musique, on va toujours puiser dans des grands référentiels : le football populaire, alternatif, et le football marchand, ne sont pas deux sphères étanches. Et on voit bien que le football institutionnel va à son tour puiser dans l'imaginaire de la rue, comme les grandes marques d'équipement de sport.

Une dernière question, concernant les supporters et les clubs de supporters. Lorsque l'on regarde les stades, on est obligé de constater que certains clubs de supporters sont de véritables viviers pour l'extrême droite, ce qui est un argument utilisé par les personnes les plus critiques du football. Ce phénomène explique aussi une certaine appréhension, voire un rejet, de la part de gens de gauche, pour lesquels cette implantation de l'extrême droite dans les tribunes serait la démonstration qu'il n'y a pas, bien au contraire, d'essence progressiste du football. S'agit-il d'un phénomène intrinsèquement lié au foot, est-il davantage lié aux conditions politiques, économiques et sociales, ou est-ce que c'est un peu des deux?

Un peu des deux en réalité. Dans la culture ultra, mais aussi le mouvement hools, duquel sont issus les hooligans, il y a un attachement au club, et donc à un

certain territoire, mais aussi à une certaine identité, la ville, le club, etc. Et c'est certain que ces deux thématiques, territoire et identité, peuvent être facilement tirées à son profit par l'extrême droite, qui peut aisément les manipuler. Et c'est malheureusement ce qui s'est passé. Le mouvement hooligan anglais a été infiltré par les groupes d'extrême droite anglais, néonazis, dès la fin des années 1970, à la faveur de la crise économique et de la politique ultralibérale et répressive de Thatcher. Cela s'est aussi passé en Italie dans le mouvement ultra, avec une infiltration des tribunes par les mouvement fascistes à la fin des années 1990, qui ont fait basculer des tribunes plutôt de gauche, comme à l'AS Roma. Pour moi c'est un phénomène très intéressant car les questions d'identité et de territoire sont en quelque sorte des angles morts à gauche, des synonymes de repli, ce que l'on peut comprendre dans une période de délire identitaire et de racisme anti-migrants. Mais l'identité peut aussi être quelque chose de collectif, de très inclusif. Et c'est pareil pour le territoire, qui peut être le support d'un imaginaire politique très intéressant. L'exemple que je donne souvent, un peu pour provoquer, c'est la Zad de Notre-Dame-des-Landes, où il y a vraiment un territoire qui a été défendu en portant un imaginaire politique assez fou, qui a été porteur d'un véritable mouvement social largement soutenu. Alors qu'il s'agissait bien d'une lutte ancrée dans un territoire, mais un territoire ouvert à l'autre, avec l'affirmation d'une identité particulière, mais une identité collective, ancrée dans une histoire sociale, l'histoire des luttes paysannes, etc. Moi je suis supporter du Red Star de Saint-Ouen, et on est attachés à notre tribune, à notre stade, et ce n'est pas anodin, car il est lui-même attaché à une histoire particulière, une histoire sociale, la Résistance, etc. On défend une tribune exempte de répression policière, exempte de comportements racistes, sexistes ou homophobes. On a nous aussi une identité et un territoire à part entière : ce n'est pas un terrain spécialement propice à l'extrême droite, les mouvements de gauche doivent aussi s'approprier cette culture et ces lieux, qui peuvent en outre être des lieux de support mutuel où se développe un imaginaire politique beaucoup plus plaisant que celui de l'extrême droite.

Propos recueillis par Julien Salingue

1 - Éditions la Découverte, mars 2018, 416 pages, 21 euros.

LES ULTRAS ÉGYPTIENS DANS LE PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE

Les lignes qui suivent sont extraites d'une interview de **Céline Lebrun**, auteure d'un mémoire de recherche sur les supporters « ultras » égyptiens, publiée dans la revue *Mouvements* n°78 sous le titre « Supporters ou révolutionnaires? Les ultras du Caire ».

Les Ultras Ahlawy (UA) du plus grand club d'Égypte (Al Ahly) et les Ultras White Knights (UWK) du club de Zamalek, sont les initiateurs du mouvement ultra en Égypte et sont aujourd'hui les deux plus importants groupes d'ultras égyptiens. Les UA et UWK ont des sections dans chaque quartier du Caire, il existe de nombreuses sections dans tout le pays, voire à l'étranger (il existe une section à Gaza). Pour les autres groupes, les UA et les UWK sont des modèles incontournables, à suivre ou à critiquer.

Dès le départ, la question des ultras en Égypte est une question politique : l'État a fait de leur existence un problème dès leur apparition [à partir de 2007], voyant d'un très mauvais œil le défi que représentait pour lui l'émergence dans les stades et dans les rues d'une jeunesse auto-organisée revendiquant son indépendance. Les jeunes fondateurs des groupes ultras égyptiens que j'ai interrogés expliquent comment à l'origine s'est trouvée une volonté d'indépendance et de rupture avec les anciens des associations de supporters critiqués pour leur lien à l'administration des clubs et pour leur passivité dans le stade. Produit d'une crise générationnelle et plus largement d'une remise en question des mécanismes d'encadrement de la jeunesse et des foules sportives à l'œuvre sous le régime d'Hosni Moubarak, l'émergence des groupes ultras met alors en lumière l'existence d'un processus plus large de délégitimation du régime.

Lutte pour le contrôle de l'espace public

La lutte, entamée alors et qui continue aujourd'hui, porte sur l'encadrement de la jeunesse, le contrôle de l'espace public et des représentations sociales. Ce qui est d'ailleurs comparable à la lutte que le régime a menée contre les Frères musulmans ou d'autres mouvements politiques d'opposition. Dans cette lutte, les individus ultras n'ont pas

hésité à répondre à la violence par la violence, à une époque où peu nombreux étaient ceux qui répondaient aux coups. Cette expérience de la répression et de l'« injustice » a influencé le rapport au politique des jeunes ultras des classes moyennes supérieures, confrontés à une violence qu'ils n'auraient, de leur propre aveu, probablement pas expérimentée autrement, leur milieu social les en éloignant a priori. Compte tenu de leur différend avec la police, la présence des ultras, en tant qu'individus, sur la place Tahrir, n'est pas surprenante et c'est au contraire leur absence qui l'eût été.

L'idée de rupture n'est pas pertinente pour penser le rapport des groupes et individus ultras aux événements de janvier et février 2011 et plus largement au processus révolutionnaire ouvert. La révolution égyptienne n'a pas créé une nouvelle conscience (politique) chez les ultras ni marquée une rupture dans l'identité des groupes. Elle a révélé, dans un espace autre que le stade, les dispositions préexistantes des individus ultras, qui se sont manifestées par une participation remarquable aux événements révolutionnaires.

Une image romantique

Les événements de janvier et février 2011, qui vont mener à la destitution du président Moubarak, vont voir une réelle montée en popularité des ultras. Dans le processus de création d'un nouvel idéal type d'une jeunesse « révolutionnaire », le jeune ultra va devenir un modèle incarnant la force, le courage et la détermination, dans un renversement de l'explication. La jeunesse, hier décrite comme l'illustration de la dépolitisation de la société égyptienne et l'une des raisons du maintien de l'autoritarisme, devient le moteur des révolutions. Alors que tous les ultras rencontrés expliquent qu'ils sont descendus sur la place Tahrir non pas en tant qu'ultras mais en tant que jeune, Égyptien, ces

derniers se sont retrouvés malgré eux réduits à une seule des composantes de leur identité. L'ultra est désormais associé à une image romantique de jeune révolutionnaire, source de légitimité ou d'attrait, beaucoup de jeunes vont se présenter comme ultras alors même qu'ils ne le sont pas. D'autre part, le terme « ultra » va se répandre et prendre un sens plus général de « fan » ou « supporter de », entièrement détaché du supportérisme sportif. Plus intéressant encore, les militants et les gens présents sur la place vont s'emparer du répertoire d'action des ultras, à commencer par son répertoire musical, un phénomène qui n'aura de cesse de se renforcer au cours des mois suivants.

Les ultras comme révélateurs

On observe aujourd'hui une fragmentation et des conflits internes au sein même des groupes ultras. Ces conflits résultent de la crise identitaire qu'ils traversent et de la politisation sous contrainte qu'ils subissent. Ils entraînent une crispation conservatrice, à des degrés divers selon les groupes, un repli autour d'un noyau plus restreint et une mise à l'écart pour ceux qui n'en font pas partie, et une tentative de retour aux fondements de l'identité ultra illustré notamment par la disparition de la référence révolutionnaire et la lutte pour la réouverture des tribunes.

Ce repli identitaire et ce désintérêt vis-à-vis de la révolution semblent à nouveau révéler des phénomènes plus larges à l'œuvre en Égypte : un retour à une certaine « normalité », la persistance d'un rejet de la « Politique », produit d'une désillusion suscitée par les développements institutionnels post-18 jours¹, l'échec de l'affirmation de la jeunesse comme acteur politique à part entière et des forces révolutionnaires comme véritable alternative politique.

1 - Les « 18 jours » en Égypte font référence à la période qui s'est écoulée entre le début de l'occupation de la place Tahrir et le départ du dictateur Moubarak, soit du 25 janvier au 13 février 2011.



Dans un stade du Caire. DR

DÉCHETS NUCLÉAIRES

Bure à Bar, jusqu'à la victoire!

Près de 2 500 personnes se sont retrouvées à Bar-le-Duc le 16 juin pour refuser l'enfouissement des déchets nucléaires, à 500 mètres sous terre, de façon irréversible.

Tôt le matin, les participantEs ont afflué et ont aidé à organiser la journée de lutte : montage des stands, derniers coups de main à la réussite de la manifestation. Vers 10 heures, les tables rondes ont permis de revenir sur les débats publics bidons, les manigances d'État, les magouilles locales, les stratégies vicieuses et les mensonges qui entourent Cigéo, et montrer les liens et amitiés solides des militantEs qui ont des parcours, des stratégies et regards parfois différents.



NPA

Société nucléaire, société policière!

Une vingtaine de militantEs du NPA étaient présents. La tenue d'un stand a favorisé la distribution de notre 4 pages du scénario de sortie du nucléaire, ainsi que d'autocollants, et de nombreuses discussions. Notons que la gratuité de notre matériel a été appréciée, étant donné que tous les autres vendaient le leur...

Vers 14 heures, la manifestation «boisée» s'est mise en route, derrière des hiboux géants, des tracteurs, dans une joyeuse animation faite de musiques (fanfares), de chants (chorales), de danses, de pancartes et banderoles aux slogans imaginatifs.

La police, omniprésente sur le site depuis des mois, arrêtait tous les véhicules, soumettant les conducteurs de voitures et les passagers des cars et les bagages à des contrôles. En nombre tout au long du parcours avec harnachement de combat, elle s'est vite mise en mode répression violente dès le premier bris d'une vitrine de banque. Si les organisateurEs et la majorité des manifestantEs n'approuvaient pas la casse, la réprobation des méthodes disproportionnées et violentes de la police les a poussés à s'opposer aux CRS, les injurier, voire aller au contact pour protéger les personnes frappées. Jean-Marc Fleury, président de l'association des élus opposés à Cigéo, a déclaré, à propos des méthodes des casseurs : «Je ne suis pas dans l'approbation, je suis dans la compréhension». Le cortège du NPA a scandé «Société nucléaire, société policière» et «C'est qui les casseurs? C'est qui la racaille?...» slogans repris par d'autres autour de nous.

Comme à Notre-Dame-des-Landes, la lutte contre Cigéo doit se poursuivre jusqu'à la victoire!

Commission nationale écologie

<https://npa2009.org/agir/ecologie/sortir-du-nucleaire-en-moins-de-10-ans>



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILLO

Solidarité financière avec les postierEs grévistes du 92!

150 postierEs sont en grève reconductible depuis le 26 mars dans les Hauts-de-Seine (92). Après le licenciement de Gaël Quirante, les poursuites au tribunal pour l'empêcher d'entrer dans les centres, les interventions des CRS, de la BAC, les paies à 0 euro pour l'ensemble des grévistes (une première à La Poste)... La Poste a presque tout essayé, et pourtant la grève tient! Les grévistes multiplient même les actions aux côtés des autres secteurs en lutte, cheminots, étudiants, Geodis, Catacombes et éducatrices de jeunes enfants...

Un appel d'élus PC, FI, PS exigeant une médiation de la préfecture et de l'inspection vient d'être rendu public. Pour aider les grévistes à tenir, à la veille d'une deuxième paie à 0 euro:

POUR DONNER EN LIGNE:

<https://www.lepotcommun.fr/pot/kgmfkl66>

PAR CHÈQUE:

Envoyez vos chèques à SUD Poste 92, 51, rue Jean-Bonal 92250 La Garenne-Colombes. Chèques à l'ordre de SUD Poste 92, mention «solidarité grévistes» au dos.

LYON 29 jours de grève et des cheminotEs toujours présents

À la veille du vote du texte à l'Assemblée, l'intersyndicale appelait à un temps fort mardi 12 juin. Le moins que l'on puisse dire, c'est que les grévistes de Lyon se sont saisis de cet appel.

Le matin avant les AG, plusieurs dizaines de cheminotEs se sont joints au piquet de grève des salariés d'Enedis en banlieue lyonnaise. Ils avaient déjà mené des actions communes depuis le début du mouvement. Mais alors que les énergéticiens ont entamé l'occupation de ce site pour revendiquer des embauches, l'arrêt de l'externalisation de leurs activités et des augmentations de salaire, c'était l'occasion de renforcer les liens entre salariéEs mobilisés. Ensemble, ils et elles sont allés couper le courant d'un sous-traitant aux pratiques crapuleuses et se sont donné

rendez-vous pour la manifestation de l'après-midi.

«Aujourd'hui dans la rue, juillet-août on continue»

Si les AG de la région lyonnaise se sont renforcées et ont toutes reconduit le mouvement, l'AG de la gare de Part-Dieu avait une saveur particulière. En effet, la commission en charge de la caisse



de grève locale, émanant de l'AG et regroupant syndiquéEs et non syndiquéEs, avait choisi cette journée pour commencer à en redistribuer les fruits. Collectes en manif, dons de salariéEs d'autres secteurs ou de sympathisants de la grève, soirée de soutien organisée par des grévistes, les sommes récoltées jusque-là ont permis d'indemniser une quarantaine de grévistes.

Une moyenne de 110 euros par gréviste, à raison de 10 euros par jour couvrant la période du début du mouvement au 20 mai.

L'ambiance est encore montée d'un cran avec la manifestation. «Dégage le pacte ferroviaire. Soit tu recules, soit c'est la guerre...»: après deux heures d'une manif dynamique, plus de 500 cheminotEs ont joué les prolongations dans une gare Part-Dieu privée d'électricité. Un gréviste lance: «Aujourd'hui, dans la rue, juillet-août on continue», immédiatement suivi par des centaines de collègues. La chanson «On est là, même si vous ne voulez pas nous on est là...», griffonnée le matin même sur le piquet et reprise dès le lendemain dans bien d'autres gares, a fait chanter les cheminotEs pendant près d'une heure. Dans l'enthousiasme, certains se sont pris à lancer une chenille... bientôt rejoints par des usagerEs! Les médias ont beau pronostiquer la fin du mouvement, pour tous ceux qui étaient là le 12, il est évident que cette mobilisation est bien vivante. **Correspondants**

SANTÉ La CGT du CHU de Toulouse enflamme le web avec un clip

Le 11 juin, la CGT du CHU de Toulouse mettait en ligne, sur Youtube et Facebook, une vidéo destinée à dénoncer les conditions de travail des personnels soignants et d'accueil des patientEs à l'hôpital. L'opération a connu un succès fulgurant.



cgtchutoulouse.fr

l'hôpital et la dégradation des conditions d'accueil et de travail forment une problématique

par laquelle des millions de personnes se sentent concernées. Un tel clip ne peut bien évidemment

pas remplacer le développement d'une mobilisation d'ampleur pour la défense de l'hôpital et du système de santé, mais il est une pierre apportée à l'édifice de la construction d'un tel mouvement. Profitant de l'écho rencontré par la vidéo, la CGT du CHU de Toulouse a déposé un préavis de grève le vendredi 22 juin pour... tourner une nouvelle version du clip, appelant «toutes les hospitalierEs, les collègues des cliniques et EHPAD, les cheminotEs et les usagerEs» à participer. Affaire à suivre... **Correspondant**

https://www.youtube.com/watch?v=UJ8Jr_LW4

CONFLITS SOCIAUX Allô, vous avez demandé la mairie de Paris?

Anne Hidalgo, maire de Paris et dernière des socialistes? Certains voudraient le croire, avec la majorité «gauche plurielle» et les gestes en faveur de l'écologie mais, derrière le vernis social, on trouve la femme de «gauche» devenue Macron-compatible sur le travail dominical et qui menace de révoquer deux éboueurs CGT qui s'apprêtaient à mener une action symbolique devant le siège de LREM... Deux conflits sociaux récents illustrent cet écart grandissant entre les mots et les actes.

Commencée le 3 mai dernier, la grève pour les conditions de travail de la vingtaine d'agentEs des Catacombes a

eu un retentissement qui va bien au-delà de son périmètre restreint: 100% de titulaires en grève reconductible dans un des musées les plus fréquentés de

CARHAIX Un comité d'accueil dynamique contre la venue de Gérard Collomb

Nous étions une soixantaine, jeudi 14 juin, à vouloir exprimer notre rejet de la politique répressive mise en œuvre par Gérard Collomb. Les rassemblements à l'initiative du Collectif des Monts d'Arrée et du NPA se sont rejoints vers 10 heures et ont donné lieu à une réussite en matière de dynamisme.

Nous nous sommes dirigés vers la gendarmerie et avons été bloqués. Nous avons ensuite défilé dans le centre ville car l'important était aussi de montrer au reste de la population que des personnes étaient prêtes à s'organiser contre les politiques du gouvernement. Nous en avons profité pour crier quelques slogans devant la permanence de Richard Ferrand puis pour nous lier au cortège des retraités en scandant « Plus hautes les pensions, à bas la répression ».

Interpellés, libérés, massés

Lors de notre deuxième tentative de rejoindre la gendarmerie, dix d'entre nous ont entrepris de contourner le dispositif et cinq se sont fait arrêter dans l'hôpital de Carhaix. Après un petit debriefing, nous avons entrepris



NPA

d'aller déjeuner près du lieu où ils étaient retenus pour les soutenir moralement au son du classique mais efficace « Libérez nos camarades ».

Hasard de la situation et élément appuyant le potentiel d'action d'un mouvement implanté dans la population, une connaissance a proposé à la trentaine de militantEs restants de nous montrer un passage pour les rejoindre dans l'hôpital. Surpris par notre arrivée, les gendarmes ont eu un moment de désorganisation qui

a permis aux cinq interpellés de se dégager. Mais après diverses péripéties, les gendarmes ont fini par passer tout le monde.

La diversité de notre groupe a donné lieu encore une fois à un beau moment de vie : pendant que certainEs organisaient le piquenique, d'autres égrénaient des noms de victimes de violences policières ou les conséquences d'utilisation d'armes comme la GLI-F4 sur la Zad. Une autre n'a pas hésité à interpeller individuellement chaque gendarme sur les conditions d'accueil des migrantEs et la situation de l'Aquarius, en soulignant le rôle joué par les forces de « l'ordre ».

Au tour de Macron

Nous avons finalement été tous et toutes relâchés mais en ayant fait une erreur : nous avons laissé les gendarmes s'infiltrer dans le

groupe et ils ont réussi à attraper un d'entre nous. Après un contrôle d'identité au motif d'avoir camouflé son visage, il a finalement été relâché.

La presse locale, qui était dans la nasse avec nous, a publié un article exagérant un peu sur les provocations à l'encontre des gendarmes mais factuellement bienveillant et relayant l'indignation de notre camarade Matthieu Guillemot : « Au lendemain de la déclaration de Macron sur les aides sociales qui coûtent "un pogon de dingue", je pose la question de savoir à combien s'élève la note de l'État pour le déplacement ministériel. Entre l'hélicoptère, tous ces gendarmes mobiles mobilisés, les camions, etc. »

Bref, un succès. Nous attendons avec impatience la visite de Macron cette semaine.

Correspondant

BORDEAUX

Des grèves payantes dans les cliniques privées

Retour sur la multiplication des conflits dans les cliniques privées de la capitale girondine.

À la clinique Bordeaux-Nord (qui appartient à un groupe familial détenant cinq cliniques, un EHPAD et des sociétés de sous-traitance), le 12 juin, jour de la dernière réunion de négociation salariale, nous étions une centaine de salariéEs au débrayage à l'appel de la CGT, pour les salaires et des postes. Avec 2,3 millions de bénéficiés et des années sans augmentation de salaire, sauf celles minimes liées à l'ancienneté, l'annonce d'une augmentation de 1% a suscité beaucoup de colère. Certaines collègues de chirurgie ambulatoire ont même fait grève dès le matin. Cela faisait deux mois que les négociations salariales avaient débuté : nous revendiquions environ 200 euros net et des postes supplémentaires, notamment en gastroentérologie, chirurgie ambulatoire, orthopédie et réanimation.

Lors des deux premières réunions de négociation, la direction est restée bloquée à 1% d'augmentation alors que nous avions revu nos revendications à 2,5%, correspondant au montant du CICE (crédit d'impôt), soit 1 million d'euros. La direction a rejeté cette proposition. Dans la journée, on a pu lire directement ce qu'on pensait, notre ras-le-bol. Un bon moment !



DR

Contagion

Dans une autre clinique du groupe, la menace de grève a permis d'augmenter l'enveloppe des négociations. En fin de journée, la direction a dû concéder aux salariées de la clinique une augmentation de 1%, 300 euros net de prime de participation exceptionnelle et la promesse de répondre concrètement aux besoins des postes.

Qui plus est, depuis plusieurs jours, les salariéEs de la sous-traitance Loghos (restauration et ménage) débrayaient 2 heures presque tous les jours pour les salaires. Sous prétexte que le Smic a augmenté en janvier et que des salariéEs bénéficiaient de la revalorisation de la grille conventionnelle, la direction a considéré que les augmentations avaient eu lieu ! Les collègues doivent donc se contenter d'un « chèque cadeau » de 50 euros. Une aumône ! Le 12 juin, la CGT Loghos a aussi appelé au débrayage. Et si la réunion de négociation n'a débouché sur rien, les salariéEs n'ont pas dit leur dernier mot.

Deux jours plus tard, à la clinique Tivoli, située à deux pas et appartenant au groupe Saint-Gatien, les salariées se sont mises en grève, à l'appel de l'intersyndicale SUD, FO et CGT, pour une augmentation de 150 euros net et des postes. Elles ont obtenu 0,35% d'augmentation, deux postes et l'ouverture de négociations salariales en juillet. Elles restent déterminées et ont déjà promis de repartir en grève en septembre si les négociations n'aboutissent pas.

Des grèves qui redonnent confiance !

Isabelle Larroquet

PAYS BASQUE Manifestation de soutien aux prisonnierEs politiques

Samedi 16 juin s'est déroulée à Bayonne une manifestation d'environ 1600 personnes à laquelle a participé notre camarade Philippe Poutou, représentant notre organisation, pour exprimer notre soutien aux droits démocratiques du Pays basque et réclamer l'égalité des droits pour les détenuEs basques.

La manifestation était organisée par le collectif Bagoaz, dont fait partie notre comité, afin d'exiger des États espagnol et français la libération conditionnelle des prisonnières et prisonniers politiques basques, en particulier celle de Jon Parot, de Jakes Esnal et de Txistor Aramburu (incarcérés en France) et d'Unai Parot (incarcéré en Espagne) qui entament cette année leur 29^e année de détention. Les trois premiers ont été condamnés à perpétuité avec une peine de sûreté de 18 ans qu'ils ont largement dépassée. Mais, malgré cela, toutes leurs demandes de libération conditionnelle ont été refusées sous prétexte du « risque de récidive ou de trouble à l'ordre public », selon le juge d'application des peines.

Des millions de kilomètres parcourus par les familles

En tête de cortège, les portraits des quatre prisonniers, tenus par un de leurs enfants, suivis par les familles derrière une banderole réclamant leur libération. Sur quatre voitures s'affichaient des pancartes indiquant le nombre de kilomètres, qui se chiffrent en millions, parcourus



NPA/PP

par les familles pour visiter les leurs depuis 28 ans. Souvent dénoncés, ces trajets longs et périlleux ont entraîné des accidents, parfois

mortels, pour les familles. L'éloignement, voulu par les États, est une double peine pour les prisonnierEs et leurs familles.

Cette année il y a eu, en France, une quinzaine de transferts dans les prisons de Lannemazan (Hautes-Pyrénées) et de Mont-de-Marsan (Landes) qui sont les plus proches du Pays basque. Mais ces transferts ne concernent que des hommes car il n'y a pas de structure carcérale proche pour les femmes qui sont onze à être incarcérées en France. On est encore loin du compte sur 61 emprisonnéEs sur le sol français.

Le NPA continuera à se battre pour la défense des droits démocratiques au Pays basque comme le droit à l'autodétermination pour son peuple, le rapprochement des prisonnierEs, le retour des exiléEs et l'amnistie.

Comité NPA Pays basque



DR

la capitale, c'est du jamais vu à Paris ! Leur direction, Paris Musées, qui gère quatorze sites touristiques de la ville, a

d'abord feint d'ignorer leur mouvement puis tenté de remplacer les grévistes pour enfin faire appel à des syndicats

qui n'étaient pas dans la lutte pour signer la fin du conflit.

Avec le soutien de la CGT et de Sud, en se liant à d'autres secteurs mobilisés et en s'adressant à la mairie centrale, ils auront fait céder leur employeur le 15 juin dernier : augmentation de la prime de pénibilité de 60 à 180 euros, embauche de sept agents supplémentaires et alignement du salaire entre titulaires et ex-contractuels. De quoi donner des idées à d'autres... La bibliothèque du Centre Pompidou est entrée à son tour en grève.

Vélib' : un naufrage industriel et social

À la surprise générale, c'est le challenger Smovengo qui a remporté l'an dernier le marché parisien du vélo en libre-service en arguant d'une technologie plus avancée et d'un moindre coût d'exploitation. Le

hic, c'est que, contrairement au contrat prévu pour Autolib', le devenir des salariéEs de JCDecaux, l'opérateur historique, ne faisait pas partie des conditions de reprise : il aura fallu quinze jours de grève en novembre 2017 pour imposer la reprise d'une partie du personnel.

Or le protocole de fin de conflit était loin d'avoir tout réglé : en raison de la perte des accords d'entreprise et du changement de convention collective, le travail du dimanche et des jours fériés n'est plus payé double mais comme un jour ordinaire, celui de nuit ne l'est qu'à hauteur de 10% et la prime de panier à 12 euros est remplacée par une carte déjeuner. En réponse, 85% des personnels se sont mis en grève à partir du 17 avril, appuyé par la CGT et par Sud. La réponse de Smovengo, c'est la venue d'huissiers et de vigiles sur les entrepôts ainsi que l'embauche

d'intérimaires pour casser la grève puis l'assignation des grévistes au tribunal.

Le 14 mai dernier, la justice ordonnait la fin des blocages mais précisait que Vélib' était un service public, ce qui imposait le dépôt d'un préavis tout en retenant la bonne foi des grévistes, et enjoignait Smovengo à cesser de recourir aux intérimaires, ce qui n'est pas respecté. Après avoir refusé une médiation, la direction a licencié une vingtaine de grévistes et mis à pied ceux qui ont repris le travail : les Prud'hommes ont depuis été saisis pour demander leur réintégration et un grand rassemblement est prévu devant la mairie de Paris. Pendant ce temps-là, seule la moitié des nouvelles stations de vélos a été installée et le trafic divisé par dix... Il est grand temps d'arrêter ce cirque en municipalisant Vélib' !

LD

Les comités en action!

Alain Krivine et des anciens de Billancourt à Renault Guyancourt

Événement peu banal le jeudi 7 juin : l'équipe Sud du Technocentre Renault avait invité Alain Krivine et d'anciens militants ouvriers de Billancourt à une réunion-débat pour évoquer ce que fut Mai 68 dans cette usine mythique du mouvement ouvrier. Ça s'est passé dans les locaux syndicaux (le CE, dirigé par la CGC ayant refusé d'assumer cette initiative), et ceux-ci étant situés à plus de 15 minutes à pied des locaux de travail, ce n'était pas joué d'avance. Finalement, ce fut une vraie réussite, puisque ce sont plus de 50 personnes qui sont venues.



NPA

L'occasion pour Alain Krivine d'évoquer ce que fut l'importance de Mai 68, du mouvement gréviste, de ses relations avec le mouvement étudiant à l'époque et des potentialités que cela avait ouvert pour secouer cette société. Avec aussi les témoignages très concrets et souvent émouvants de deux anciens de Billancourt en 1968, Jean-Pierre Guéguen et Michel de Pierrepont, évoquant les conditions de travail de l'époque, mais aussi la révolte qui s'y manifesta jusqu'au fameux meeting du 27 mai qui vit Séguy, le secrétaire général de la CGT annonçant les résultats de Grenelle, conspué par une assemblée de 10 000 grévistes dans l'île Seguin. D'autres retraités plus jeunes, comme Alain et Patrick, ont évoqué Billancourt dans les années qui ont suivi leur entrée à l'usine et dans le militantisme déterminé suscité par les espoirs de Mai 68. Des témoignages qui ont intéressé toutes les participantEs, dont plus d'une dizaine n'avait jamais franchi les portes d'un syndicat et n'ont pas hésité à intervenir pour faire part de leurs interrogations actuelles, tant pour changer le monde, mais aussi sur comment faire grève aujourd'hui face aux pressions individualistes de la société ou même des hiérarchies. Un véritable échange entre générations... avant d'échanger devant le buffet et de retourner au travail, toutes très contentEs de l'initiative.

Correspondant

Marseille Mai 68, une histoire vivante!

Samedi 16 juin les militantEs du NPA Marseille ont accueilli une centaine de participantEs, en collaboration avec le Chapiteau, lors d'une journée festive et politique, une belle occasion de découvrir, se rappeler ou même vivre les moments de la plus grande grève ouvrière de France. Expositions sur les événements mondiaux de 1968, de New York à Tokyo en passant par la cité phocéenne; projections ou conférences sur les événements de Mai 68, la stratégie de l'État et de ses alliés ou sur la commune de Nantes... Il y avait bien de quoi discuter et débattre lors de cette belle journée ensoleillée! Les discussions se sont poursuivies à l'ombre des platanes pendant que les enfants, accueillis dans différents ateliers, ne manquaient pas de s'occuper. Enfin, parce que l'histoire des luttes des jeunes et des travailleurEs est une histoire plus que jamais actuelle, des grévistes de la SNCF et de l'université sont venus échanger sur les expériences et l'avenir des mouvements de grèves de cette année. Pour terminer cette journée, aussi intense qu'intéressante, la voix mélodieuse de Tina Mweni et les rythmes entraînants de son groupe hip-hop New Soul nous ont emportés sur la piste de danse.

Nous serons ravis de pouvoir accueillir l'an prochain celles et ceux qui n'avaient pas la chance d'être avec nous cette année.

Correspondante

Alain Krivine de Saint-Denis à Plougonver (22).

Est-ce un clin d'œil aux « longues marches » initiées par les Maoïstes après Mai 68? En tout cas Alain s'est déplacé en pleine zone rurale, à Plougonver, à dix kilomètres de Guingamp, pour y porter l'esprit de Mai.

Devant une cinquantaine de participantEs, il a engagé la discussion sur « le plus grand mouvement

Un CPN consacré à la construction de l'opposition à Macron

Le Conseil politique national du NPA (CPN) s'est réuni les 16 et 17 juin.

Il s'agissait de faire un bilan d'étape de l'affrontement avec le gouvernement et prendre des premières décisions concernant les élections européennes de 2019.

Bilan et perspectives

La plus importante partie de la réunion était centrée sur la construction de l'opposition à Macron et son gouvernement. Nous avons ainsi discuté notamment de la mobilisation à la SNCF, de comment s'appuyer sur la colère des cheminotEs pour construire la mobilisation malgré les choix désastreux des directions syndicales, ainsi que de la mobilisation dans la jeunesse et de ses difficultés à se structurer. Nous avons également fait un bilan de l'orientation mise en place par le NPA dans la dernière période, la bataille pour la grève générale, la politique unitaire qui a abouti notamment aux manifestations du 26 mai...

Nous avons également discuté de comment aider les mobilisations à entrer dans une nouvelle phase, sans possibilité de mouvement d'ensemble dans les prochaines semaines, en particulier à la SNCF, La Poste et à Ford contre les licenciements. Même si nous sommes forcés de reculer sur la possibilité d'une grève générale, nous voulons tout faire pour que les luttes partielles obtiennent des victoires, comme à l'hôpital du Rouvray, aux Catacombes de Paris par exemple. Ces victoires seront un point d'appui pour tirer des bilans positifs et relancer une grève de masse dès que possible. Nous avons également eu un (trop



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

court) échange sur les difficultés à construire un mouvement de masse contre la politique anti-immigrés du gouvernement.

Se préparer pour les élections européennes de 2019

Cette échéance peut paraître très lointaine, mais une petite organisation comme la nôtre doit nécessairement se préparer à l'avance, en particulier en raison de l'effort financier que cela représente. Nous estimons en effet le coût d'une telle campagne à 1,5 million d'euros (bulletins de votes et professions de foi envoyés aux électeurEs), un montant que nous allons donc devoir collecter d'ici un an, à l'image de la recherche des parrainages de maires pour l'élection présidentielle.

Mais nous estimons que l'enjeu vaut l'effort militant. En effet, cette élection sera un moyen de sanctionner le gouvernement, et « de présenter une réponse anticapitaliste et révolutionnaire tant à l'offensive de Macron qu'aux phénomènes morbides que l'Union européenne engendre. Leur Europe, celle des gouvernants, n'est rien d'autre que

celle de la concurrence généralisée et du toujours plus de profit » (résolution votée à 65% des voix exprimées).

Les débats ont notamment porté sur la façon de formuler notre rejet de l'UE. La résolution indique qu'« un gouvernement anticapitaliste devrait prendre des mesures de rupture avec le marché européen ou mondial en vue de réaliser son programme ou de se défendre contre l'agression et les représailles économiques menées par la bourgeoisie. En même temps [...], il s'adresserait immédiatement à tous les peuples pour avancer vers une Europe des travailleurEs, où le contrôle effectif de l'ensemble de l'économie par les travailleuses et les travailleurs organiséEs démocratiquement, dans leurs entreprises et leurs quartiers, s'étendrait aussi bien à l'échelle nationale qu'euro-péenne et au-delà. »

Une motion a également formulé notre démarche : « le NPA s'adresse aux organisations anticapitalistes, en particulier Lutte ouvrière qui a déjà annoncé son intention de se présenter à ces élections, mais aussi aux militantEs des mobilisations

populaire » que notre pays ait connu, et sur les raisons d'avoir été et d'être anticapitaliste.

Les participantEs, en grande majorité issus du mouvement syndical et associatif, ont partagé idées, convictions et contradictions avec un militant qui ne dit pas à longueur de réunion « J'ai la solution à tout et je vous la délivre ».

Nous avions sur place des ventes de livres de la librairie La Brèche, un coin livres d'occasion tenu par une militante libertaire et, cerise sur le gâteau, la présence d'un stand de l'institut d'histoire sociale (IHS) de la CGT des Côtes-d'Armor (avec un opus spécial Mai 68 en Bretagne que nous vous recommandons). La journée s'est terminée par un repas convivial : jambon à l'os, spécialité de notre militant cuisinier local.

Avant de partir, Alain a eu une réflexion qui nous a fait chaud au cœur : « Que c'est vert votre pays ». Bienvenue aux camarades du 93!

Correspondant

Lyon Meeting Mai 68 Avec Alain Krivine.

Nous étions 80 personnes ce 12 juin à Lyon au meeting avec Alain Krivine autour de Mai 68. La soirée a commencé avec la projection du film « Mai 68 : tout changer », interviews d'acteurEs de Mai 68 réalisés par le NPA.

Denis, notre camarade cheminot, a dépeint le tableau de la lutte à la SNCF. Il avait pour l'occasion le soutien de collègues dans la salle. Il a rappelé les enjeux de gagner contre le gouvernement en développant la grève et en cherchant à construire des liens avec d'autres secteurs en lutte. Son intervention a montré la détermination des cheminotEs à ne rien lâcher, ainsi que l'unité syndicale au sein de la base militante.

Alain Krivine a poursuivi pour sortir de l'idéalisation du mouvement de 68 et pour en tirer un bilan utile pour nos luttes aujourd'hui. Il a rappelé le contexte international dans lequel s'est inscrit cette révolte. Après avoir analysé cette période de manière critique, il a rappelé qu'un parti n'avait pas pour rôle de déclencher la grève générale mais d'y proposer des perspectives anticapitalistes et de poser la question du pouvoir pour en finir avec ce système. Angela a ensuite pris la parole autour de la nécessité de s'organiser au NPA, pour défendre la convergence et l'auto-organisation des luttes, comme nous l'avons fait lors de ce printemps.



NPA/DAMIEN VERGNE

Enfin, le meeting s'est terminé par un débat et des questions autour de l'unité, de la perte de repère et de confiance de notre camp social avec le poids des défaites de ces dernières années. Dans leur réponses, nos camarades ont mis en avant l'utilité de s'organiser dans la durée et de tirer les bilans des luttes passées pour gagner les futures. Plusieurs contacts ont été laissés pour rejoindre le NPA, preuve que notre politique trouve de l'écho autour de nous.

Rémy

Conseil politique national

multiformes qui combattent le gouvernement français comme l'Union européenne, afin de leur proposer une convergence dans une liste commune, mettant en avant ce qui nous est commun ».

Mais les discussions ne s'arrêtent pas à ce CPN : en effet, des camarades ont exprimé des positions différentes sur la pertinence et la possibilité de mener cette campagne, ont demandé une consultation des comités (motion rejetée recueillant 46% des voix exprimées), quand d'autres ont présenté des axes différents (deux motions ont été rejetées mais ont recueilli 35% et 46% des voix exprimées). La discussion se poursuivra donc dans l'organisation, mais sans que cela ralentisse la préparation de la campagne.

Enfin, nous avons mis en place différents points organisationnels : élection du comité exécutif, de la commission « formation », préparation d'une conférence nationale d'intervention dans les lieux de travail « public-privé », etc.

Antoine Larrache



Les prochaines initiatives du NPA à l'occasion des 50 ans de Mai 1968

Jeudi 28 juin Sarlat

Avec Yvan Lemaître. À 20h, salle Denoix au Colombier, ancien hôpital, près du centre culturel

Samedi 30 juin Auch

Avec Alain Krivine. 14h-23h30, salle des Cordeliers

Samedi 7 juillet Gérardmer

Avec Alain Krivine. Plus d'infos à venir

L'Anticapitaliste la revue

Le n°98 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Essai

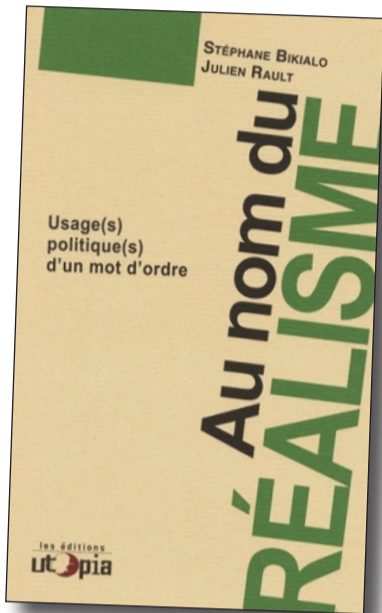
Au nom du réalisme. Usage(s) politique(s) d'un mot d'ordre, de Stéphane Bikialo et Julien Rault

Éditions Utopia, 101 pages, 6 euros.

L'argument du «réalisme» est souvent brandi, dans le champ politique surtout, pour disqualifier des propositions et pour en présenter d'autres comme les seuls choix possibles. On sent souvent que cet argument sonne faux, sonne creux, sans vraiment pouvoir expliquer pourquoi. Au mieux, on contre-argumente sur ce qu'est la «réalité» et on se fait prendre au piège du raisonnement par le «réalisme» qui nous est imposé. Ce petit livre stimulant est tout entier consacré à démontrer que l'idée même d'un «réalisme» est une tromperie, en montrant pourquoi l'argument est faux et manipulateur.

130 000 discours politiques analysés

Les auteurs, linguistes spécialistes d'analyse des discours à l'université de Poitiers, s'appuient sur l'analyse méthodique de 130 000 discours politiques et présentent leurs résultats d'une façon claire et accessible (les livres de linguistes ne le sont pas toujours!). Ils montrent comment il est utilisé, à quoi il est opposé par



ceux et celles qui l'utilisent («idéologie», «utopie», «idéologie»...), quels sont les objectifs principaux de ses usages (le conservatisme d'un monde «tel qu'il est» contre un autre monde proposé par des «utopistes», des «rêveurs», des «irresponsables»...). Angela Merkel

cherchait ainsi à disqualifier les propositions économiques d'Alexis Tsipras au moment de la «crise de la dette grecque» en disant : «*Nous voulons parler avec des adultes*».

«Gauche de gouvernement»

Sans dire ici tout ce qu'on trouve dans ce travail, quelques éléments pour donner envie de lire. Le «réalisme» est une injonction très marquée à droite, à laquelle sacrifient ceux et celles qui glissent de gauche à droite, de Rocard à Hollande, la fameuse «gauche de gouvernement». Cette appellation est un bon raccourci du tour de passe-passe du «réalisme» : gouverner, ce serait être «réaliste», et donc... faire une politique de droite. Ainsi que l'exprime Roland Gori, cité dans l'ouvrage : «*Il s'agit de faire croire qu'on ne peut pas faire autrement parce que c'est l'évidence des faits, comme si les faits [...] parlaient d'eux-mêmes, en oubliant que c'est nous qui les faisons parler*». Dans la conclusion intitulée «*Le réalisme ou la réalité bien conservée*», les auteurs expliquent : «*La pensée du réalisme est une façon de jouer,*

pour une oligarchie, sur la peur du changement [...] afin de ne rien changer à un état de faits qui lui convient».

Se soumettre ou être «irréaliste»

L'argument du réalisme est un indicateur clair de discours idéologique (au sens de Gramsci). On cherche à imposer l'idée qu'il y aurait une réalité unique, évidente et objective, qui s'imposerait à tous, et l'idée que la réalité se ferait d'elle-même, hors des actions politiques. Il faudrait donc s'y soumettre ou être «irréaliste». En réalité, il n'y a que des interprétations individuelles ou collectives, différentes voire contradictoires, du monde dans lequel nous vivons, chacune constituant une réalité «objective» par illusion mais toujours subjective. Le monde ne se construit pas de lui-même (comme a essayé de le faire croire la «théorie de la main invisible» en économie néolibérale, sorte de dogme religieux). À l'inverse, les humains et leurs actions politiques le construisent. Du coup, c'est l'argument du réalisme qui est à la fois idéologique, totalitaire, à visée hégémonique (au sens d'une croyance dans une vision du monde imposée comme une évidence). L'utopie est définie autrement : une innovation qu'on n'a pas encore réalisée.

Philippe Blanchet

Documentaire

Reprise, d'Hervé Le Roux

Documentaire français (3h12), sorti le 26 mars 1997, reprise le 30 mai 2018.



Tout part d'une vidéo tournée à la volée, le 10 juin 1968, par des étudiantEs en cinéma. Filmée au poing, elle relate la reprise du travail imposée par la direction de la CGT à l'usine Wonder de Saint-Ouen après la grève générale de mai-juin. Il s'agit de l'une des rares archives montrant les coulisses de cette reprise du travail bien loin d'être «victorieuse» comme le proclamait à l'époque la direction de la première centrale syndicale. Et il y a cette jeune femme qui proteste face à l'encadrement ce jour-là : elle ne veut pas retourner dans la «taule».

Travail d'enquête minutieux

C'est le point de départ du film *Reprise*, tourné en 1997 par Hervé Le Roux, et de retour en salles – avec une diffusion limitée – à l'occasion des 50 ans de Mai 68. L'objectif du réalisateur : retrouver cette femme, qui ose contredire les directives des chefs syndicaux et au désespoir si communicatif. Il se lance alors dans un travail d'enquête minutieux pour retrouver les protagonistes de la vidéo. À l'arrivée, c'est un documentaire passionnant qui nous est livré où les témoignages successifs nous éclairent sur cette scène obscure à première vue, décrivent amplement les conditions de l'usine et livrent en trame de fond la réalité de ce que fut Mai 68. La plus grande grève générale de l'histoire de France est décrite par les protagonistes de tous bords : les ouvriers les plus combattifs, ceux qui suivent le mouvement, un lycéen qui passait par là et même les bureaucrates extérieurs à l'usine qui viennent briser la grève. Un document rare mais qui se mérite : 3h13 de projection pour savoir si Hervé Le Roux parviendra à accomplir sa quête. Disponible en DVD.

Renaud Nitchivo

Essai

Histoire des révoltes panafricaines, de C.L.R. James

Éditions Amsterdam, 160 pages, 15 euros. Traduit de l'anglais par Véronique Samson.

Militant marxiste et historien, C.L.R. James, s'était donné comme ambition de raconter l'histoire mondiale de la lutte des classes des peuples noirs, avec un objectif : apprendre de l'histoire pour construire l'émancipation.

Des luttes méconnues

Une tâche entreprise dans un livre très bref mais qui permet d'avoir un panorama des luttes noires à travers le monde et l'histoire. Des luttes anticoloniales aux luttes pour la fin de l'esclavage, les 6 chapitres nous mettent l'eau à la bouche et

donnent envie de mieux connaître tous ces combats, de véritables sources d'inspiration et de renouveau pour le mouvement ouvrier mondial, encore méconnues. Un livre qui appelle à en ouvrir des dizaines d'autres pour découvrir une lutte des classes hyperactive, de l'Afrique aux Antilles en passant par les États-Unis. Ce livre a été publié en septembre 1938, et il est traduit pour la première fois en français en 2018, ce qui permet de dépasser l'eurocentrisme dominant, y compris chez certains historiens marxistes. Un dépassement qui permettrait

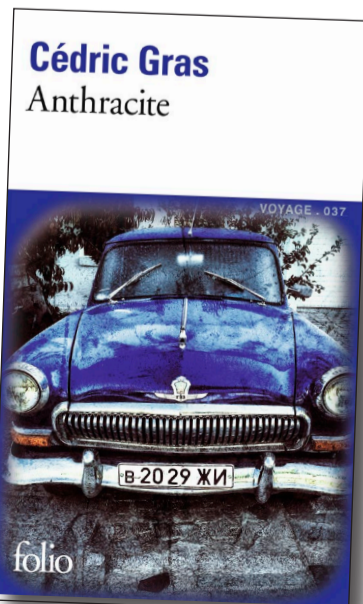
peut-être d'appréhender les discussions politiques et stratégiques dans le mouvement antiraciste d'une autre manière, notamment autour de la question du «privilège blanc», car si l'auteur est inspiré par des luttes victorieuses qui réunissent l'ensemble de la classe ouvrière, notamment sur les questions anti-racistes, il n'hésite pas à critiquer les luttes d'ouvrierEs noirs dirigé par des blancs : l'émancipation des travailleurEs sera l'œuvre des travailleurEs eux-mêmes ! Pour C.L.R. James, l'avenir de la révolution mondiale repose bien sur l'unité de notre classe, mais pour



l'imposer la classe ouvrière noire doit se réapproprier son histoire, et c'est ici que ce livre entre en jeu.

Sana Lib

Roman



Anthracite, de Cédric Gras

Folio n°6469, 288 pages, 7,25 euros.

En 2014, dans le Donbass, à bord d'une Volga, héritée de l'ex-URSS, deux amis d'enfance plus très jeunes zigzaguent sur un front imprécis où s'affrontent sécessionnistes et forces ukrainiennes. Vladlen (contraction de VLADimir LENine), ex-chef d'orchestre, est pour l'unité de l'Ukraine ; Émile, ancien mineur devenu directeur, est plutôt pour la sécession et le rattachement à la Russie. S'ils vont et viennent face à des combattants fanatisés des deux côtés, c'est en fait parce qu'ils veulent retrouver, l'un la nouvelle élue de son cœur, l'autre sa femme. Émile a aussi quelques affaires pas très propres à régler.

Au sources de la guerre

Le Donbass, à l'est de l'Ukraine, était une des fiertés de l'ex-URSS, la principale région minière (d'où le titre du livre) dont Stakhanov était le «héros». À proximité de Donetsk, la capitale, une ville avait été rebaptisée «Torez», en l'honneur de notre Maurice national. À la dislocation de l'URSS, c'est le chaos dans la région, tandis que les mines et la sidérurgie tombent dans les griffes des oligarques vite enrichis et de leurs compères politiques véreux, tous occupés à gagner le plus d'argent possible, le plus vite possible. Les mineurs perdent leur statut et leurs avantages sociaux. Pour Cédric Gras, qui a vécu 4 ans à Donetsk, c'est une des racines du séparatisme. S'y

sont ajoutées les «révolutions» de Kiev («révolution orange» et Maïdan) qui ont écarté du pouvoir les dirigeants venus de l'Ukraine orientale, et la décision de faire de l'ukrainien la seule langue officielle, alors que cette région est majoritairement russophone. Les Russes interviendront ensuite pour faire pencher la balance du côté séparatiste.

Errance haletante

Cédric Gras se refuse à trancher. Il montre des personnages des deux camps ou des indifférents qui doivent s'accommoder des combats, à l'instar de cette vendeuse d'une boutique qui dispose de petits drapeaux des deux camps pour les arborer à côté de sa caisse suivant la couleur des forces qui prennent le contrôle de son village. «Ukr» et «sépar» instrumentalisent le passé, chacun en leur sens ; du côté des combattants séparatistes, règne un drôle de syncrétisme idéologique mêlant

Sainte-Russie, nostalgie soviétique et dénonciation des «fascistes» de Kiev, tandis que les pro-Ukraine se présentent comme l'avant-garde de la liberté face à une Russie éternellement oppressive et à des «terroristes». «*C'est même pas la nôtre de guerre*», lâche Vladlen un jour ; «*c'est celle du tsar* [autrement dit Poutine], *du roi du chocolat* [Porochenko], le président ukrainien qui a fait fortune dans l'industrie du chocolat], *des princes du charbon et de l'Occident outre-Atlantique*». Ce livre est un roman (et non une analyse géopolitique) au champ géographique (le Donbass) et temporel (l'année 2014) limité. Il ne prétend pas traiter l'ensemble du conflit entre l'Ukraine et la Russie (certains lui reprocheront de sous-estimer les manœuvres poutiniennes) mais l'errance haletante de Vladlen et Émile parmi «Ukr» et «sépar» permet sans doute d'en éclairer quelques aspects.

Henri Wilno

« La situation de la psychiatrie publique est devenue catastrophique »

Entretien. L'Union syndicale de la psychiatrie (USP) est un syndicat de psychiatres qui travaillent dans le secteur public et aussi en pratique privée ou dans le secteur associatif. L'USP est partie prenante d'ATTAC, entre autres engagements antilibéraux. À l'occasion de la grève (victorieuse) à l'hôpital psychiatrique du Rouvray (voir l'Anticapitaliste n°434), P. Boissel, G. Barthe et J.P. Martin, membres de l'USP, ont répondu ensemble à nos questions.

L'USP a apporté dans deux communiqués son soutien à la lutte du Centre hospitalier du Rouvray: quels en étaient pour vous les enjeux ?

Le premier enjeu, c'est la lutte pour la reconnaissance du travail soignant et des moyens indispensables pour ce travail. Les métiers du soin sont depuis des années subordonnés à une rentabilité gestionnaire, avec, partout, des fermetures de services et de dispositifs d'intérêt général. Il est à souligner que cette politique s'est accompagnée du retour, depuis 2011, d'une tendance généralisée au sécuritaire et à l'enfermement. C'est l'hôpital public et ses acquis institutionnels novateurs qui sont gravement remis en cause, les soignants n'étant plus en situation d'exercer un réel travail d'accueil et de continuité des soins dans le temps. D'où un étouffement de la créativité, ce qui entraîne partout une souffrance au travail. Cette souffrance est ainsi, selon nous, la conséquence inéluctable de la reconfiguration des actes soignants dans une perspective purement comptable et de surveillance. Cette politique gestionnaire s'accompagne inévitablement aussi de la réduction drastique de la liberté de circulation pour les patients, de la disparition des temps soignants-patients d'élaboration et de pratiques relationnelles et institutionnelles. Ce alors que le recours à l'hospitalisation dans cette société précarisée est de plus en plus fréquent.

Cette crise de sens du travail soignant est induite par la destruction des idéaux d'un secteur psychiatrique généraliste. L'hôpital et les secteurs sont transformés en entreprises, lesquelles sont en concurrence avec celles du secteur privé. Dans cette logique concurrentielle, la variable d'ajustement est le coût en personnel. Ce personnel est non remplacé ou remplacé par des personnels sans statut; il est déplacé d'un service à l'autre selon des priorités administratives et non selon les nécessités soignantes de l'accompagnement dans la socialisation.

Comment analysez-vous les évolutions intervenues dans la psychiatrie au cours des dernières années et leurs conséquences ?

La situation de la psychiatrie publique est devenue catastrophique. C'est indubitablement l'effet de la généralisation des politiques néolibérales à l'ensemble de la santé et de la société. Ces politiques, qui sont l'application des textes de l'Union européenne, mettent en place une gouvernance public-privé, en dehors de toute élaboration démocratique. Leur finalité est que les protections sociales et les services publics soient réservés aux plus démunis et que les autres se tournent vers des assurances et des soins privés. En France, c'est une majorité parlementaire soumise à la présidence quasi-monarchique de Macron qui



détruit toutes les valeurs solidaires, qui réduit la psychiatrie à des actions de santé mentale du privé et de l'associatif en lieu et place des dispositifs publics généralistes. Sous le pilotage de directions hospitalières, de médecins en accord avec elles, des Agences régionales de santé (ARS) et de la Haute autorité de santé, une technocratie indifférente à la question du soin mène cette politique à marche forcée.

Comment peut s'organiser la résistance et dans quelles perspectives ?

La victoire de la grève des soignants du Rouvray, commencée le 22 mars sur le refus d'une technocratie arrogante qui décide et ne discute pas, se conclut par la création de 30 postes – annoncés comme n'étant pas pris

ailleurs – et l'arrêt des fermetures de services et de dispensaires. Elle est donc d'abord une victoire pour le devenir de l'hôpital public et la qualité soignante de ses personnels et logistiques. Ce que l'on peut analyser comme une révolution dans la psychiatrie publique actuelle. Il est clair que sa portée médiatique est en grande partie due à l'engagement de plusieurs soignants dans une grève de la faim qui a mis en jeu, comme défense ultime, leur propre santé, face au mépris de l'ARS et de l'administration hospitalière. Cet acte ultime appelle évidemment à d'autres formes de luttes collectives convergentes que cette mise en danger exceptionnelle.

Cette lutte, son évolution, posent la question de l'organisation de la

solidarité entre les équipes de soignants des hôpitaux, et aussi celle d'une mobilisation plus rapide et collective des médecins psychiatres. Il est remarquable de ce point de vue que ce soient les cheminots et les dockers qui soient venus réellement à la rescousse concrète. L'impact de cette victoire est également politique par la mobilisation d'élus nationaux et locaux; mais ce fut là aussi insuffisant. Il nous faut inventer une nouvelle initiative politique pour donner suite à cette lutte du Rouvray à l'échelle nationale. Le rassemblement, le 23 juin, de la Convergence de défense des services publics et de la Coordination de défense des hôpitaux et maternités de proximité, à Paris, à la République, va être une première occasion d'aller dans cette direction.

La lutte des soignants du Rouvray met donc en évidence la nécessité d'une coordination des actions de grève, de manifestations, de rassemblements, ce qui suppose un renforcement des syndicats sur des bases de luttes, et l'auto-organisation des collectifs et comités de grève. Il est important de souligner ici qu'au Rouvray toutes les décisions centrales ont été celles d'assemblées générales ouvertes; là encore cette lutte est instructive.

Il nous faut continuer dans la perspective ouverte par cette lutte: repenser nos pratiques soignantes, élaborer l'éthique concrète de nos pratiques, remettre fondamentalement en cause «l'enfermement pour soigner». Cette victoire en appelle d'autres en termes de droits des patients et d'émancipation.

Nous souhaitons poursuivre les débats permis par nos camarades du Rouvray. Si la création d'une unité pour adolescents est une avancée, nous sommes opposés au projet conclu avec l'administration de créer une UHSA (unité psychiatrique pour détenus). Pourquoi ne pas créer plutôt un service de soins psychiatriques dans la prison? Cependant, l'essentiel est que cette lutte magnifique a montré la possibilité d'autres pratiques; elle a montré que la politique de Macron peut être mise en échec; elle a ouvert des perspectives comme jamais depuis si longtemps.

Propos recueillis par Jean-Claude Laumonier

L'image de la semaine



Vu ailleurs

MEDIAPART CANONS À VENDRE. La plus grande foire internationale «de défense et de sécurité» – qui ferait oublier avec tous ces chars et ces fusils d'assaut dévoilés champagne à la main que la France est le pays des droits de l'homme – a pignon sur le monde entier: 63 pays, 1800 exposants, dont 1000 étrangers et 600 non-européens, y participent. En jeu: des dizaines de milliards d'euros, dans un contexte de fièvre acheteuse. Les ventes d'armes ne se sont jamais aussi bien portées à l'échelle planétaire, un business sur le dos notamment des conflits du Moyen-Orient. Selon les chiffres du très sérieux centre suédois Sipri, ces cinq dernières années, le volume des exportations a augmenté de 10% par rapport à la période 2008-2012.

La France en témoigne. Elle est désormais la troisième puissance exportatrice d'armes au monde après les États-Unis et la Russie. Un bond réalisé sous la présidence Hollande grâce au plus zélé des VRP de l'armement français en la personne de Jean-Yves Le Drian, alors ministre de la Défense, aujourd'hui aux affaires étrangères du gouvernement Macron. Parmi les principaux clients français: l'Inde, le nouvel eldorado des marchands d'armes et la très répressive et liberticide Égypte du maréchal Sissi (qui concentre à elle seule 25% des ventes de Rafale et de navires de guerre).

«Chaque année, Eurosatory attire encore plus de monde», s'enthousiasme Patrice Sartre, «le Monsieur Conformité» du salon, un ancien militaire passé par les Nations unies. Stand GF 798, hall 6, il est en train de régler «un petit problème» avec le commercial d'une entreprise indienne, Hyderabad Precision. Leur affiche contrevient à la réglementation. Elle mentionne en gros qu'ils produisent un composant qui sert à fabriquer des bombes à sous-munitions, armes interdites par la convention d'Oslo de 2008 mais qui font toujours des ravages sur les populations civiles en Syrie, au Yémen, en Ukraine, en Libye ou encore au Soudan. «Monsieur, pouvez-vous nous dire ce qu'on peut vendre dans votre pays?», s'agace le commercial indien. Il est énervé et son anglais approximatif ne facilite pas la communication. Après avoir improvisé un cache sur le mot interdit «cluster-bomb», il décide de couper en deux l'affiche pour virer la partie problématique. [...]

Interdites par le traité d'Ottawa en 1997, les mines antipersonnel tuent, mutilent, blessent des milliers de personnes, et chaque année un peu plus.

Rachida El Azzouzi, «La planète guerrière défile à Eurosatory», Mediapart, 15 juin 2018.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai: **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à: NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	6 mois 28 €	1 an 56 €	6 mois 20 €
Mensuel	6 mois 22 €	1 an 44 €	
Hebdo + Mensuel	6 mois 50 €	1 an 100 €	6 mois 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		3 mois 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail: diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à: NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	10 € par trimestre
	25 € par trimestre		19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom: Prénom:
Adresse:
Code postal: Ville:
Mail:

Désignation du compte à débiter
IBAN:
BIC:

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS: FR4322554755

Date: Signature obligatoire: _____